



Union européenne
au Maroc

DOSSIER DE PRESSE



Changing Lives, Opening M



24 février 2021

Partenariat Union européenne-Maroc 2020-2021 : la solidarité en actions et l'ambition du renouveau

Ce 24/02/2021, Madame Claudia WIEDEY, Ambassadrice de l'Union européenne, a donné une conférence de presse, où les termes de partenariat solidaire et de renouveau ont caractérisé le bilan 2020 du partenariat et ses perspectives 2021.

En 2020, la pandémie a frappé la planète de plein fouet, avec des conséquences sanitaires, économiques et sociales qui ont engendré, au niveau international, un bilan humain dramatique et la pire récession depuis la seconde guerre mondiale. L'Union européenne a mis rapidement en place de nombreux mécanismes solidaires à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UE, afin d'apporter une réponse collective aux besoins urgents engendrés par le virus.

Au cœur de la crise sanitaire, l'Union européenne s'est politiquement engagée à soutenir les efforts importants menés par l'Etat marocain depuis les premiers jours de la pandémie. Ainsi en 2020, avec une rapidité et une capacité de réaction exceptionnelles, l'Union européenne a effectivement débloqué les 450 millions d'euros de subventions promis, au bénéfice en particulier de secteurs vitaux, tels que la santé, la protection sociale et l'éducation.

Madame Claudia WIEDEY a déclaré : *Cette crise sanitaire a de nouveau démontré s'il en était besoin que le partenariat historique établi avec le Maroc, basé sur la confiance mutuelle et la solidité de ses fondations, a permis une réaction rapide inédite de l'Union européenne envers son partenaire. Au-delà de ses dimensions humaines, et solidaires, il est appelé à se renforcer davantage dans ses principes de respect mutuel, de co-appropriation, de responsabilité et de transparence. Nous abordons ensemble 2021 avec l'ambition commune d'un renouveau, dont les jalons ont été posés le 9 février dernier avec la communication de l'UE pour « un nouvel agenda pour la Méditerranée ».*

Cette communication, sur laquelle le Maroc a été consulté avant sa publication, a proposé plusieurs orientations, dont le développement humain, la bonne gouvernance et l'état de droit, la résilience, prospérité et transition numérique, la paix et la sécurité, la migration et la mobilité, la transition écologique, ainsi qu'un plan économique et d'investissement. Ce plan identifie un certain nombre de programmes-phares parmi lesquels figure en bonne place l'appui de l'Union européenne au Fonds Mohammed VI pour l'Investissement. Le Fonds européen pour le développement durable (EFSD +) sera mobilisé, ainsi que les autres Institutions financières européennes, pour contribuer aux opérations du Fonds Mohammed VI.

Au titre de la transition écologique, l'Union européenne et le Maroc viennent de formuler ensemble un « Partenariat Vert » qui détaille leur action commune sur le climat, mais également sur l'environnement et l'économie verte.

L'UE et le Maroc s'engagent ainsi ensemble à accompagner la relance post covid-19 avec la transition vers une société et des modes de consommation plus durables ; un renforcement de l'ambition des politiques et la mise en œuvre des stratégies climatiques ; la mise en avant des opportunités économiques d'une économie plus verte et propre ; et le renforcement de la coopération régionale.

Libérer le potentiel économique, s'adapter aux enjeux révélés par la pandémie, se saisir des opportunités afin de reconstruire en mieux en luttant contre le changement climatique, sont les ambitions que l'Union européenne partage avec le Maroc.

L'épanouissement de sociétés ouvertes et résilientes, qui ne laissent personne de côté, demeure un défi commun.

الشراكة بين الاتحاد الأوروبي والمغرب 2020-2021: التضامن بالعمل والسعي نحو التجديد

عقدت السيدة كلاوديا فيداي يوم 24 فبراير 2021 ندوة صحفية حول حصيلة الشراكة لسنة 2020 وآفاقها برسم 2021 و كانت الشراكة التضامنية والسعي نحو التجديد عنصريين بارزين في هذه الحصيلة.

شهد العالم سنة 2020 جائحة كانت لها تداعيات كبرى على المستويات الصحية والاقتصادية والاجتماعية والإنسانية، مما تسبب في كساد لم يعرفه العالم مثيلا له منذ الحرب العالمية الثانية. وفي هذا السياق، سرعان ما وضع الاتحاد الأوروبي عدة آليات تضامنية سواء داخل الاتحاد أو خارجه من أجل استجابة جماعية للحاجيات الطارئة التي نتجت عن الجائحة.

وفي عز الأزمة الصحية، التزم الاتحاد الأوروبي سياسياً بدعم الجهود الكبيرة التي قامت بها الدولة المغربية منذ الأيام الأولى للجائحة. وفي 2020 وكما وعد بذلك، رصد الاتحاد الأوروبي بسرعة وقدرة استجابية استثنائية مبلغ 450 مليون أورو لفائدة القطاعات الحيوية كالصحة والحماية الاجتماعية والتربية.

في هذا الصدد، قالت السيدة كلاوديا فيداي: لقد بينت هذه الأزمة أن الشراكة التاريخية مع المغرب قائمة على الثقة المتبادلة وعلى أسس متينة، ما مكن الاتحاد الأوروبي من الوقوف إلى جانب شريكه على نحو سريع وغير مسبوق. وفضلا عن أبعادها التاريخية والإنسانية والتضامنية، ستتعزيز هذه الشراكة أكثر في إطار مبادئ الاحترام المتبادل والتملك المشترك والمسؤولية والشفافية. وإذ نخوض غمار سنة 2021، يحدونا جميعا طموح مشترك في التجديد، ذلك التجديد الذي وُضعت معاملته في 9 فبراير الأخير في «وثيقة الاتحاد الأوروبي من أجل خطة جديدة لمنطقة المتوسط».

وتقترح هذه الوثيقة التي استُشير فيها المغرب قبل إصدارها عدة خطوط توجيهية في مجالات عدة كالتنمية البشرية والحكومة الجيدة ودولة الحق والقانون والقدرة على التكيف والصمود والازدهار والتحول الرقمي والسلم والأمن والهجرة والتنقل والتحول البيئي، بالإضافة إلى خطة اقتصادية واستثمارية. وتحدد هذه الخطة عددا من البرامج البارزة نذكر منها على وجه الخصوص برنامج دعم الاتحاد الأوروبي لصندوق محمد السادس للاستثمار. كما سيتم تعبئة الصندوق الأوروبي للتنمية المستدامة ومؤسسات مالية أوروبية أخرى للمساهمة في عمليات صندوق محمد السادس.

و برسم التحول البيئي، وضع الاتحاد الأوروبي والمغرب «شراكة خضراء» تُفصل العمل المشترك في مجال المناخ والبيئة والاقتصاد الأخضر. وفي هذا الإطار، يلتزم الاتحاد الأوروبي والمغرب بمرافقة الانتعاش الاقتصادي لمرحلة ما بعد كوفيد-19 من خلال التحول نحو مجتمع وأمناط استهلاك أكثر استدامة وتعزيز السياسات والاستراتيجيات المناخية وإبراز الفرص التي يتيحها الاقتصاد المحافظ على البيئة وتعزيز التعاون الإقليمي.

ويتقاسم الاتحاد الأوروبي والمغرب عدة طموحات منها استغلال الإمكانيات الاقتصادية والتكيف مع التحديات التي كشفتها الجائحة واستغلال فرص التطور ومكافحة التغير المناخي. ويبقى التحدي المشترك هو تحقيق الازدهار لمجتمعات مفتوحة، قادرة على الصمود، لا تترك أحداً خلف الركب.

Communication conjointe

Voisinage méridional : l'Union européenne propose un nouvel agenda pour la Méditerranée

Pour relancer et renforcer le partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses partenaires du voisinage méridional, la Commission européenne et le haut représentant ont adopté aujourd'hui une communication conjointe proposant un [nouvel agenda pour la Méditerranée](#) ambitieux et innovant.

Ce nouvel agenda repose sur la conviction que c'est par la coopération et dans un esprit de partenariat que les défis communs peuvent être transformés en des opportunités à saisir, dans l'intérêt mutuel de l'UE et des pays du voisinage méridional. Il comprend un plan économique et d'investissement visant à stimuler la reprise socio-économique à long terme dans le voisinage méridional. Dans le cadre du nouvel instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI) de l'UE, jusqu'à 7 milliards d'euros pour la période 2021-2027 seraient alloués à sa mise en œuvre, qui pourrait mobiliser jusqu'à 30 milliards d'euros en investissement privé et public dans la région au cours de la prochaine décennie.

Le haut représentant et vice-président, Josep Borrell, a fait la déclaration suivante : « Cette communication envoie un message crucial sur l'importance que nous attachons à notre voisinage méridional. Un partenariat méditerranéen renforcé reste un impératif stratégique pour l'Union européenne. 25 ans après la déclaration de Barcelone et 10 ans après le printemps arabe, les défis en Méditerranée, dont beaucoup résultent de tendances au niveau mondial, restent considérables. Pour faire face à ces défis, nous devons renouveler nos efforts mutuels et agir en étroite coopération, en tant que partenaires, dans notre intérêt à tous. Voilà l'objectif poursuivi par ce nouvel agenda. Nous sommes déterminés à collaborer avec nos partenaires du sud dans le cadre d'un nouvel agenda qui mettra l'accent sur les personnes, en particulier les femmes et les jeunes, et les aidera à réaliser leurs espoirs pour l'avenir, à exercer leurs droits et à bâtir un voisinage méridional pacifique, sûr, plus démocratique, plus vert, prospère et inclusif. »

Le commissaire au voisinage et à l'élargissement, Olivér Várhelyi, a ajouté : « À travers le partenariat renouvelé avec le voisinage méridional, nous présentons un nouveau départ dans nos relations avec nos partenaires du Sud. Fondé sur des intérêts communs et face à des défis communs, il a été pensé en coopération avec nos voisins. Il montre que l'Europe souhaite contribuer directement à une vision à long terme de la prospérité et de la stabilité dans la région, en particulier dans le cadre de la reprise économique et sociale qui fait suite à la crise de la COVID-19. Grâce à un dialogue étroit avec nos partenaires, nous avons recensé un certain nombre de secteurs prioritaires, qu'il s'agisse de générer de la croissance et de créer des emplois, d'investir dans le capital humain ou de bonne gouvernance. La migration est un défi commun face auquel nous sommes prêts à travailler ensemble pour lutter contre la migration irrégulière et les passeurs, avec nos partenaires, puisque les risques nous concernent tous. Nous collaborerons pour apporter de réels changements sur le terrain, dans l'intérêt tant de nos voisins que de l'Europe ! »

Le nouvel agenda tire parti de l'ensemble des instruments de l'UE et propose d'unir nos forces pour lutter contre le changement climatique et accélérer les transitions écologique et numérique, qui vont de pair et offrent un véritable potentiel, de renouveler notre engagement en faveur de valeurs communes, de nous pencher ensemble sur la migration et les déplacements forcés, et de renforcer l'unité et la détermination de l'UE, de ses États membres et des partenaires du voisinage méridional à promouvoir la paix et la sécurité dans la région méditerranéenne. Il met l'accent sur cinq domaines d'action :

- développement humain, bonne gouvernance et État de droit: renouveler l'engagement commun en faveur de la démocratie, de l'État de droit, des droits humains et de la gouvernance responsable ;
- résilience, prospérité et transition numérique: soutenir des économies résilientes, inclusives, durables et connectées qui créent des possibilités pour tous, notamment pour les femmes et les jeunes ;
- paix et sécurité: apporter un soutien aux pays pour relever les défis en matière de sécurité et trouver des solutions aux conflits en cours ;
- migration et mobilité: faire face ensemble aux défis que sont les déplacements forcés et la migration irrégulière et favoriser des voies d'entrée légales et sûres pour la migration et la mobilité ;
- transition écologique: résilience climatique, énergie et environnement: tirer parti du potentiel d'un avenir à faible intensité de carbone, protéger les ressources naturelles de la région et générer une croissance verte.

Un plan d'investissement économique spécifique pour les voisins méridionaux vise à faire en sorte que la qualité de vie des populations de la région s'améliore et que la reprise économique, notamment à la suite de la pandémie de COVID-19, ne laisse personne de côté. Le plan comprend des initiatives phares préliminaires visant à renforcer la résilience, à construire la prospérité et à accroître les échanges et les investissements afin de soutenir la compétitivité et la croissance inclusive. Le respect des droits humains et de l'État de droit fait partie intégrante de notre partenariat et est essentiel pour asseoir la confiance des citoyens dans les institutions.

Contexte

En 1995, la déclaration de Barcelone a lancé le partenariat euro-méditerranéen dans le but de créer un espace de paix, de prospérité partagée et d'échanges culturels et humains. La dernière [révision de la politique européenne de voisinage](#) a eu lieu en 2015.

25 ans plus tard, la région méditerranéenne se trouve face à un certain nombre de défis en matière de gouvernance, de climat socio-économique, d'environnement et de sécurité, qui sont exacerbés par la pandémie de COVID-19. Le Conseil européen de décembre 2020 a souligné la nécessité d'élaborer un nouvel agenda pour le voisinage méridional et jeté les bases de la communication conjointe.

Le nouvel agenda pour la Méditerranée orientera la politique de l'UE à l'égard de la région et la programmation pluriannuelle dans le cadre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI) aux niveaux régional et bilatéral. L'UE procèdera à une révision à mi-parcours de la communication conjointe d'ici à 2024.

Pour plus d'informations

- [Communication conjointe sur un partenariat renouvelé avec les pays du voisinage méridional](#)
- [Un plan économique et d'investissement pour le voisinage méridional](#)
- [Fiche d'information - Vers un partenariat renouvelé avec le voisinage méridional](#)

- التنمية البشرية والحكم الرشيد وسيادة القانون لتجديد الالتزام المشترك بالديمقراطية وسيادة القانون وحقوق الإنسان والحكم الخاضع للمساءلة
- الصمود والازدهار لدعم اقتصادات قادرة على الصمود ودامجة ومستدامة ومترابطة تخلق الفرص للجميع، وخاصة النساء والشباب
- السلام والأمن مساعدة البلدان على مواجهة التحديات الأمنية الجديدة وحل النزاعات
- الهجرة والتنقل لمواجهة تحديات النزوح القسري والهجرة غير النظامية بشكل مشترك وتسهيل المسارات القانونية الآمنة للهجرة والتنقل
- البيئة والطاقة ومواجهة آثار تغيّر المناخ للاستفادة من الإمكانيات التي من شأن مستقبل منخفض الكربون أن يمنحها وحماية الموارد الطبيعية في المنطقة وتوليد النمو الأخضر

تهدف الخطة الاقتصادية والاستثمارية للجوار الجنوبي المخصصة إلى تحسين نوعية حياة المواطنين وضمان أن الانتعاش الاقتصادي، لا سيما من جائحة كوفيد 19، لا يترك أحداً يتخلف عن الركب. تشمل الخطة مبادرات أولية رائدة لتعزيز الصمود وبناء الازدهار وزيادة التجارة والاستثمار لدعم القدرة التنافسية والنمو الشامل. إن احترام حقوق الإنسان وسيادة القانون جزء لا يتجزأ من شراكتنا وهو ضروري من أجل ضمان ثقة المواطنين في مؤسساتهم.

خلفية

في عام 1995، أطلق إعلان برشلونة الشراكة الأوروبية المتوسطية بهدف خلق منطقة سلام وازدهار مشترك وتبادلات إنسانية وثقافية. تم إجراء آخر [مراجعة لسياسة الجوار الأوروبية](#) في عام 2015.

بعد 25 عامًا، تواجه منطقة البحر الأبيض المتوسط عددًا من التحديات المتعلقة بالحوكمة والمناخ الاجتماعي والاقتصادي والبيئة والأمن، والتي تفاقمت بسبب جائحة كوفيد 19. أشار المجلس الأوروبي في ديسمبر 2020 إلى الحاجة إلى تطوير خطة جديدة للجوار الجنوبي وتطلّع إلى الوثيقة المشتركة.

ستوجه الخطة الجديدة لمنطقة المتوسط سياسة الاتحاد الأوروبي تجاه المنطقة والبرامج متعددة السنوات في إطار أداة الجوار والتنمية والتعاون الدولي الجديدة (NDICI) للاتحاد الأوروبي على المستويين الإقليمي والثنائي. كما سيجري الاتحاد الأوروبي مراجعة منتصف المدة للوثيقة المشتركة بحلول عام 2024.

للمزيد من المعلومات

- [الوثيقة المشتركة بشأن الشراكة المتجددة مع الجوار الجنوبي](#)
- [الخطة الاقتصادية والاستثمارية لدول الجوار الجنوبي](#)
- [صحيفة وقائع - نحو شراكة متجددة مع الجوار الجنوبي](#)

الجوار الجنوبي: الاتحاد الأوروبي يقترح خطة جديدة لمنطقة البحر الأبيض المتوسط

لإعادة إطلاق وتعزيز الشراكة الاستراتيجية بين الاتحاد الأوروبي وشركائه في الجوار الجنوبي، اعتمدت المفوضية الأوروبية والممثل الأعلى اليوم [الوثيقة المشتركة بشأن شراكة متجددة مع الجوار الجنوبي](#)، والتي تحدد خطة جديدة طموحة لمنطقة البحر الأبيض المتوسط.

تقوم الخطة على أساس القناعة بأنه من خلال العمل معًا بروح من الشراكة، يمكن تحويل التحديات المشتركة إلى فرص في إطار المصلحة المتبادلة للاتحاد الأوروبي وجيرانه في الجنوب. وهي تتضمن خطة اقتصادية واستثمارية مخصصة لتحفيز الانتعاش الاجتماعي والاقتصادي على المدى الطويل في الجوار الجنوبي. وسيتم تخصيص ما يصل إلى 7 مليار يورو لتنفيذ الخطة خلال الفترة 2021-2027 في إطار أداة الجوار والتنمية والتعاون الدولي الجديدة للاتحاد الأوروبي (NDICI)، مما من شأنه أن يساعد على حشد استثمارات خاصة وعامة تصل إلى 30 مليار يورو في المنطقة خلال العقد المقبل.

قال الممثل الأعلى/ نائب الرئيس جوزيب بوريل: «توجه هذه الوثيقة رسالة أساسية حول الأهمية التي نوليها لجوارنا الجنوبي. تظل الشراكة المتوسطة المعززة ضرورة إستراتيجية بالنسبة إلى الاتحاد الأوروبي. بعد 25 عامًا من إعلان برشلونة و عشر سنوات بعد الربيع العربي، لا تزال التحديات في منطقة البحر الأبيض المتوسط مروعة و يعود الكثير منها إلى التوجهات العالمية. لمواجهة هذه التحديات، يجب علينا تجديد جهودنا المشتركة والعمل معًا بشكل وثيق كشركاء ولمصلحة الجميع. وهذا ما تتمحور حوله الخطة الجديدة. نحن مصممون على العمل مع شركائنا على خطة جديدة تركز على المواطنين، وخاصة النساء والشباب منهم، وتساعدهم على تحقيق آمالهم في المستقبل، والتمتع بحقوقهم، وبناء منطقة جوار جنوبي شامل وسلمي وآمن وأكثر ديمقراطية وأكثر اخضرارًا وازدهارًا.»

وأضاف مفوض الجوار والتوسع، أوليفر فارهيلي: «من خلال الشراكة المتجددة مع الجوار الجنوبي، نقدم بداية جديدة في علاقاتنا مع شركائنا الجنوبيين، تقوم على أساس المصالح والتحديات المشتركة وتم اعدادها مع جيراننا. وبيّن هذا أن أوروبا تريد المساهمة بشكل مباشر في رؤية للازدهار والاستقرار في المنطقة على المدى الطويل، ولا سيما في التعافي الاجتماعي والاقتصادي من أزمة كوفيد 19. من خلال حوار وثيق مع شركائنا، لقد حددنا عددًا من القطاعات ذات الأولوية، من بينها خلق النمو والوظائف، والاستثمار في رأس المال البشري و الحكم الرشيد. نحن نعتبر الهجرة تحديًا مشتركًا، حيث اننا على استعداد للعمل معًا لمكافحة الهجرة غير النظامية والمهربين جنبًا إلى جنب مع شركائنا لأنها تشكل خطرًا علينا جميعًا. سنعمل معًا لإحداث تغيير حقيقي على أرض الواقع لصالح كل من جيراننا وأوروبا!»

تعتمد الخطة الجديدة على مجموعة أدوات الاتحاد الأوروبي الكاملة وهي تقترح توحيد الجهود في مكافحة تغير المناخ وتسريع التحولات الخضراء والتحول الرقمي وتسخير الامكانيات التي تتيحها، وتجديد التزامنا بالقيم المشتركة، والمعالجة المشتركة للتهجير القسري والهجرة، وتعزيز وحدة وتصميم الاتحاد الأوروبي والدول الأعضاء فيه وشركاء الجوار الجنوبي في تعزيز السلام والأمن في منطقة البحر الأبيض المتوسط. وتركز الخطة الجديدة للمتوسط على خمسة مجالات من السياسة العامة:



MAROC

Voisinage Sud

Étapes clés

MARS 2000

L'accord d'association UE-Maroc entre en vigueur

OCTOBRE 2008

L'UE et le Maroc signent une déclaration commune établissant un « partenariat avancé »

MARS 2013

Lancement des négociations pour une zone de libre-échange approfondi et complet entre l'UE et le Maroc

JUIN 2013

L'UE et le Maroc signent une déclaration conjointe sur un partenariat pour la mobilité

MARS 2015

Signature du plan d'action pour la mise en œuvre du statut avancé

JUIN 2019

Adoption d'une déclaration conjointe pour donner un nouvel élan à la relation stratégique, multidimensionnelle et privilégiée entre l'UE et le Maroc

Source: Données de l'UE



Priorités du partenariat UE-Maroc



Accès équitable aux services sociaux



Gouvernance démocratique, état de droit et mobilité



Emploi, croissance durable et inclusive



Renforcement des capacités de la société civile



Commerce & Investissement

- L'UE est le principal partenaire commercial du Maroc. En 2019, la part de l'UE dans les importations totales du Maroc était de **50,8%** (22,5 milliards d'euros), tandis que la part des exportations du Maroc vers l'UE était de **62,7%** (14,8 milliards d'euros). Le commerce total de biens entre l'UE et le Maroc a atteint 39,6 milliards d'euros.
- En 2018, le commerce total des services entre l'UE et le Maroc représentait 9,6 milliards d'euros.
- En 2018, les stocks d'investissements directs étrangers de l'UE au Maroc s'élevaient à 17,9 milliards d'euros et les stocks d'IDE marocains dans l'UE à 2 milliards d'euros. Les flux d'IDE de l'UE vers le Maroc s'élevaient à 700 millions d'euros et les flux d'IDE marocains vers l'UE s'élevaient à 300 millions d'euros.



Mobilité

Environ **4,700** étudiants, professeurs et membres du personnel universitaire marocains se sont rendus en Europe et **plus de 2,500** homologues européens ont fait de même à destination du Maroc au cours de la période 2015-2019.



EU funding

- L'UE apporte son soutien au Maroc principalement à travers l'**Instrument de voisinage** avec **1,4 milliard d'euros** pour la période 2014-2020. Il comprend entre autres:
 - Le Maroc a bénéficié de **30 millions d'euros** supplémentaires en 2020 du mécanisme incitatif suite aux progrès réalisés dans les **réformes socio-économiques**.
 - Depuis 2007, le Maroc est bénéficiaire de la **Plateforme d'investissement de voisinage** qui a mobilisé **11,5 milliards d'euros** pour 19 projets, dont des centrales solaires pour une capacité totale de 1,310 MW (dont la centrale solaire de Ouarzazate, la plus grande d'Afrique, alimentant près de deux millions de ménages).
- Les projets relevant du volet Afrique du Nord du **Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique** (EUTF Afrique) au Maroc s'élèvent à 236 millions d'euros.
- Le Maroc bénéficie également des programmes et instruments thématiques de l'UE, tels que l'**Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme** depuis 2011, et les organisations de la société civile et les autorités locales au titre de l'**Instrument de coopération au développement** depuis 2014, pour un montant total de **14,5 millions d'euros**.



Réponse au coronavirus

La Commission a mobilisé jusqu'à **456 millions d'euros** d'aide bilatérale pour répondre aux besoins immédiats, sanitaires et socio-économiques du Maroc. Le Maroc reçoit également l'aide du Fonds d'affectation spéciale d'urgence de l'UE pour l'Afrique dans le cadre d'un programme régional de réaction d'urgence accélérée de **10 millions d'euros** pour lutter contre le coronavirus en Afrique du Nord, axé sur les populations les plus vulnérables.

Dernière mise à jour: 02/2021

eas.europa.eu/delegations/morocco | facebook.com/DELEGATIONUEauMaroc | twitter.com/EU-au-Maroc

المغرب

الجوار الجنوبي



التنقل

تنقل حوالي 4700 طالب ومدرّس وموظف جامعي مغربي نحو أوروبا بينما تنقل أكثر من 2500 من نظرائهم الأوروبيين إلى المغرب في الفترة الممتدة بين 2015 و2019.



التجارة والاستثمار

• الاتحاد الأوروبي هو الشريك التجاري الأساسي للمغرب. سنة 2019، مثلت حصة الاتحاد الأوروبي في مجموع الواردات المغربية 50.8% بينما وصلت نسبة الصادرات المغربية نحو الاتحاد الأوروبي إلى 62.7% (14.8 مليار يورو). بلغ إجمالي التجارة في السلع بين الاتحاد الأوروبي والمغرب 39.6 مليار يورو. سنة 2018، بلغت قيمة المبادلات في الخدمات بين الاتحاد الأوروبي والمغرب 9.6 مليار يورو. سنة 2018، بلغ مجموع الأرصدة الأوروبية من الاستثمارات الأجنبية المباشرة في المغرب قرابة 17.9 مليار يورو وبلغت الأرصدة المغربية من الاستثمارات الأجنبية المباشرة في الاتحاد الأوروبي 2 مليار يورو. وصلت قيمة تدفقات الاستثمارات الأجنبية المباشرة الأوروبية نحو المغرب إلى 700 مليون يورو بينما بلغت تدفقات الاستثمارات الأجنبية المباشرة المغربية نحو الاتحاد الأوروبي 300 مليون يورو.

أولويات الشراكة بين الاتحاد الأوروبي والمغرب



التفاهد العادل للخدمات الاجتماعية



الحكومة الديمقراطية وعلوية القانون والتنقل



التشغيل والنمو المستدام والشامل



تعزيز قدرات المجتمع المدني



تمويل الاتحاد الأوروبي



- يقدم الاتحاد الأوروبي الدعم للمغرب أساسا من خلال الآلية الأوروبية للجوار وقد وصل مبلغ الدعم في الفترة المتراوحة بين 2014 و2020 إلى 1.4 مليار يورو:
- انتفع المغرب من 30 مليون يورو إضافية سنة 2020 من الآلية القائمة على الحوافز إثر التقدم المسجل على مستوى الإصلاحات الاجتماعية والاقتصادية.
- ينتفع المغرب منذ سنة 2007 من منصة الاستثمار للجوار التي حشدت 11.5 مليار يورو لفائدة 19 مشروعا من بينها محطات لتوليد الطاقة الشمسية بطاقة إجمالية تساوي 1.310 ميغاواط (توجد من بينها أكبر محطة أفريقية لتوليد الطاقة الشمسية بورزازات التي تزود نحو مليوني أسرة).
- بلغت المشاريع الممولة في المغرب في إطار نافذة شمال افريقيا من الصندوق الائتماني الأوروبي للطوارئ من أجل افريقيا 236 مليون يورو.
- كما ينتفع المغرب منذ سنة 2014 من برامج وآليات مواضيعية أخرى منذ سنة 2021 وبرامج منظمات المجتمع المدني والسلط المحلية تحت مظلة آلية التعاون التنموي بقيمة إجمالية تساوي 14.5 مليون يورو.

الاستجابة لجائحة كورونا



عبأت المفوضية الأوروبية 456 مليون يورو للمساعدة الفورية استجابة للاحتياجات الاجتماعية والاقتصادية المتصلة بالصحة في المغرب. انتفعت المملكة المغربية من بينها من برنامج استجابة إقليمية طارئة لفيروس كورونا في شمال افريقيا بقيمة 10 مليون يورو من خلال الصندوق الائتماني الأوروبي للطوارئ من أجل افريقيا-نافذة شمال افريقيا تركز على الفئات السكانية الأكثر هشاشة. في هذا السياق، سيتم تقديم مساعدة موجهة نحو المهاجرين واللاجئين من ذوي الأوضاع الهشة بالتعاون مع مفوض الأمم المتحدة السامي لشؤون اللاجئين.

أهم المراحل

مارس 2000

دخول اتفاقية الشراكة بين الاتحاد الأوروبي والمغرب حيّز التنفيذ.

أكتوبر 2008

الاتحاد الأوروبي يمنح المغرب مرتبة «الشريك المتقدم» مفضيا إلى مواءمة الإطار التشريعي المغربي مع مكتسبات الاتحاد الأوروبي

مارس 2013

إطلاق المفاوضات حول اتفاقية التبادل التجاري الحرّ الشامل والمعتمّق بين الاتحاد الأوروبي والمغرب.

جان/يونيو 2013

الاتحاد الأوروبي والمغرب يضيان على البيان المشترك بشأن شراكة التنقل.

مارس 2015

الامضاء على خطة العمل لتنفيذ مرتبة الشريك المتقدم.

جان/يونيو 2019

اعتماد بيان مشترك لإعطاء دفع جديد للعلاقات الاستراتيجية المميزة ومتعددة الأبعاد بين الاتحاد الأوروبي والمغرب.

Quelques exemples de résultats de l'Appui de l'Union européenne à la réponse à la crise COVID-19 au Maroc

Dans un contexte marqué par la pandémie COVID-19 le soutien global de l'Union européenne apporté au Maroc a atteint un montant de 456 millions d'euros (plus de 5 milliards de dirhams) dont voici quelques résultats concrets :

Santé

50% du nouveau programme d'appui au secteur de la santé a été consacré au compte d'affectation spécial COVID.

Au total, ce ne sont pas moins de 77.7 M d'euros (environ 855 millions de dirhams) qui ont été redirigés en urgence pour lutter contre la pandémie. Ces fonds ont permis :

- L'achat du matériel médical et hospitalier (1.000 lits de réanimation, 550 respirateurs, plus de 800.000 kits de test, plusieurs équipements de radiologie ...)
- L'achat de médicaments, produits pharmaceutiques, consommables médicaux, gaz médicaux.

- Le renforcement des capacités du ministère de la Santé (indemnisation des professionnels de santé, stérilisation, nettoyage et carburant ...)
- Le renforcement des moyens de fonctionnement du ministère de la Santé. Parallèlement, les ressources humaines nécessaires ont été mobilisées au profit des centres de santé accueillant les patients.
- La constitution des stocks de médicaments, plus particulièrement la chloroquine produite par un groupe pharmaceutique installé au Maroc.

Foyers vulnérables/entreprises en difficulté

L'appui européen dédié de 105 M€ (plus de un milliard de dirhams) ainsi que la réorientation d'une partie du financement à l'appui de la protection sociale vers une tranche exceptionnelle de 37.2 M€ (environ 400 millions de dirhams) ont permis de financer les dépenses du fonds COVID-19 et d'accompagner les mesures prises par le Maroc.

Ces appuis ont contribué significativement aux dépenses de transferts pour les ménages vulnérables durant la période de confinement, pour les salariés du secteur

formel en arrêt de travail, et de garanties financières pour les entreprises marocaines en difficultés.

- 6,7 millions de ménages ont bénéficié de ces transferts dont 3,3 millions considérés chroniquement pauvres ;
- Les programmes de garantie Damane Oxygène & Damane reliance ont bénéficié à 66 000 firmes marocaines ;
- Plus de 3 millions de salariés du secteur privé ont bénéficié d'indemnités forfaitaires mensuelles entre mars et juin 2020.

Système pénitentiaire

Allocation d'une partie des fonds prévus dans le programme européen d'appui à la réforme de la Délégation Générale à l'Administration Pénitentiaire et à la Réinsertion (DGAPR) :

- Mise à disposition d'un fonds de 2 millions de dirhams pour l'acquisition de matériel sanitaire pour lutter contre la propagation du virus dans les établissements pénitentiaires.

Étudiants/Universités

L'UE a fait un don additionnel de 5,4 millions de dirhams à l'Université EuroMed de Fès (UEMF), (projet UE/BEI) destiné à l'acquisition de matériels informatiques et de laboratoire. Ce don a permis :

- À 422 étudiant(e)s boursiers de disposer chacun(e) d'un ordinateur portable et d'un modem 4G avec un abonnement d'un an afin de suivre l'enseignement à distance délivré par l'Université ;
- À l'Université de se doter d'imprimantes 3D permettant une production hebdomadaire de 500 à 1000 masques de protection médicale réutilisables et de filtres jetables, testés avec succès selon des protocoles sanitaires internationaux. Les masques et filtres sont destinés notamment au Centre Hospitalier Universitaire de Fès.

Société civile

Durant la pandémie, à travers l'appui financier de l'UE, les associations de plusieurs régions du Maroc se sont mobilisées en réorientant leurs actions :

- Des milliers de colis alimentaires ont été fournis à des familles vulnérables et à des mères célibataires ;
- Un appui psychosocial et une assistance directe ont été apportés aux enfants vulnérables et à leurs familles, aux femmes victimes de violences, aux travailleurs sociaux et animateurs ;
- Des actions de sensibilisation notamment sur les mesures barrières ont été menées.

Migrants vulnérables/réfugiés

Des mesures d'urgence ont été mise en place dans le cadre des programmes et projets financés par l'UE, tels que les projets Hijra wa Himaya et Work4Integration ou le Programme Régional de Développement et de Protection en Afrique du Nord :

- Assistance directe avec la distribution auprès des populations migrantes de produits alimentaires et sanitaire : paniers alimentaires, repas chauds et froids, bons d'achat et kits d'hygiène ;
- Accompagnement spécifique des enfants migrants scolarisés par téléphone ou en ligne ;
- Assistance médical et accompagnement psychosocial y compris des enfants, des mères célibataires, des mineurs non accompagnés ;
- Fonds d'urgence au profit des startups et autoentrepreneurs migrants impactés par la crise à travers une aide aux loyers, aux charges fixes et fonds de roulement pour la reprise.

Partenariat vert UE-Maroc



La coopération en matière d'énergie, d'environnement, de lutte contre le changement climatique et d'économie verte sera un axe fondamental de la relation stratégique entre le Maroc et l'Union européenne.

L'UE a lancé en décembre 2019 le Pacte vert pour l'Europe (Green Deal), une stratégie de croissance qui vise à transformer les défis climatiques et environnementaux en opportunités. L'UE et le Maroc ont formalisé ensemble un Partenariat Vert avec l'objectif d'accompagner la transition vers des sociétés et des modes de consommation plus durables, tout en contribuant aux efforts de croissance et de redressement économiques des deux partenaires après la crise sanitaire actuelle.

Investir dans une reprise verte, bâtie sur les énergies renouvelables, l'utilisation efficace des ressources, l'innovation, le transport propre, la production alimentaire durable et la protection de la nature, permettra de déclencher un véritable changement de paradigme vers un système économique plus prospère, résilient et juste.

Ce partenariat, de nature stratégique, porteur de réelles opportunités de coopération politique, économique, technique et technologique, devra :

- Placer la transition énergétique, la lutte contre le changement climatique, la protection de l'environnement et la transition vers l'économie verte au centre des relations bilatérales entre l'UE et le Maroc ;
- Développer un modèle de coopération autour de la transition verte qui soit mutuellement bénéfique et favorise l'émergence d'opportunités économiques et sociales pour les deux parties ;
- Renforcer et développer la coopération triangulaire et Sud-Sud dans ces domaines et inciter d'autres partenaires internationaux à rejoindre les deux parties dans leur trajectoire de durabilité, en synergie notamment avec l'Agenda 2030 sur le développement durable.

Les dimensions du partenariat vert

Energie/climat
Environnement
Economie verte

Thématiques du partenariat vert

Efficacité énergétique
Développement des énergies renouvelables
Power to x
Décarbonation de la production industrielle
Adaptation au changement climatique des zones/secteurs plus vulnérables
Prévention des risques sanitaires liés aux effets du changement climatique
Gestion durable des sols agricoles et forestiers (désertification, dégradation des terres)
Villes et mobilité intelligentes
Pollution de l'air et industrielle
Gestion et valorisation des déchets
Protection de la biodiversité

أبعاد الشراكة الخضراء

الطاقة/المناخ

البيئة

الاقتصاد الأخضر



محاور الشراكة الخضراء

النجاعة الطاقية

تطوير الطاقات المتجددة

تحويل الطاقة الكهربائية المتجددة إلى

موارد طاقة أخرى

تشجيع الإنتاج الصناعي الخالي من

الكربون

التكيف مع التغير المناخي في المناطق

والقطاعات الأكثر هشاشة

الوقاية من المخاطر الصحية المرتبطة

بآثار التغير المناخي

التدبير المستدام للأراضي الزراعية

والغابوية (التصحر وتدهور التربة)

المدن ووسائل النقل الذكية

تلوث الهواء والتلوث الصناعي

تدبير النفايات وتثمينها

حماية التنوع البيولوجي

سيشكل التعاون في مجالات الطاقة والبيئة ومكافحة تغير المناخ وتعزيز الاقتصاد الأخضر محورا أساسيا في العلاقة الاستراتيجية بين المغرب والاتحاد الأوروبي.

في دجنبر 2019، أطلق الاتحاد الأوروبي الصفقة الخضراء من أجل أوروبا وهي استراتيجية تهدف إلى تحويل التحديات المناخية والبيئية إلى فرص. وقد اعتمد كل من الاتحاد الأوروبي والمغرب شراكة خضراء تروم مرافقة التحول نحو مجتمعات وأنماط استهلاك أكثر استدامة، مع دعم الجهود المبذولة من أجل النمو والانتعاش الاقتصاديين بعد الأزمة الصحية الحالية.

إن الاستثمار في انتعاش اقتصادي أخضر قائم على الطاقات المتجددة والاستعمال الناجع للموارد والابتكار والنقل غير الملوّث والإنتاج الغذائي المستدام وحماية الطبيعة سيمكن من تغيير حقيقي لنموذج الإنتاج والتحول نحو نظام اقتصادي أكثر ازدهارا وصمودا وعدالة.

هذه الشراكة الاستراتيجية التي تنطوي على فرص تعاون حقيقية في المجالات السياسية والاقتصادية والتقنية والتكنولوجية من شأنها:

- وضع التحول الطاقوي ومكافحة التغير المناخي وحماية البيئة والتحول نحو الاقتصاد الأخضر في قلب العلاقات الثنائية بين الاتحاد الأوروبي والمغرب؛
- تطوير نموذج تعاون في مجال التحول الأخضر يعود بالنفع على الجانبين ويدفع إلى خلق فرص اقتصادية واجتماعية تفيد الجانبين؛
- تعزيز وتطوير التعاون الثلاثي والتعاون جنوب-جنوب في هذه المجالات وحث شركاء دوليين على الانخراط في مسيرة الاستدامة، تماشيا مع خطة التنمية المستدامة 2030.

Exemples de coopération UE-Maroc en relation à la lutte contre le changement climatique

Energie

Le Maroc et l'Union européenne sont des partenaires de longue date dans le domaine de l'énergie. La transition vers une énergie propre et durable est l'une des priorités de la déclaration conjointe de 2019. En termes de coopération concrète, plusieurs projets ont été réalisés tout au long des dernières années :

- La réalisation de projets solaires et éoliens, et particulièrement la mise en service du projet marocain de la centrale solaire de Ouarzazate et le parc éolien de Midelt.
- Le Jumelage institutionnel avec le ministère de l'Énergie d'une part et la France et l'Allemagne, d'autre part, pour la mise en œuvre de la stratégie énergétique marocaine.
- La coopération dans le domaine de l'efficacité électrique et l'accompagnement à la création de formations adaptées et au développement des ressources humaines qualifiées pour accompagner les projets d'investissement dans les énergies renouvelables.

Développement rural agricole

Le développement rural agricole durable est un axe stratégique de la politique de partenariat entre le Maroc et l'Union européenne. Aujourd'hui, ce partenariat s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie agricole du Maroc, « Génération Green 2020-2030 ». L'UE a fourni un appui au Maroc pour :

- La mise en œuvre du pilier II de sa politique agricole Plan Maroc Vert afin de rendre l'agriculture plus compétitive et solidaire, ainsi que plus respectueuse de l'environnement et de contribuer davantage à la sécurité alimentaire nationale.
- La résilience au changement climatique avec par exemple la diversification des productions et la résilience agricole dans plus de 50 ha de superficies en oliviers, dattiers et amandiers dans les quatre zones cibles, (anciennes régions de Fès-Boulemane, Meknès-Tafilalet, Oriental et Souss-Massa-Drâa).
- La définition d'un programme de formation continue, dans le cadre du Programme d'appui à la Stratégie de Conseil agricole, au bénéfice de 200 conseillers et 20 conseillères agricoles publics.
- La réalisation, dans le cadre du projet de Développement Rural Intégré dans le Nord (DRIN), de travaux relatifs à la réhabilitation de 12 pistes forestières de désenclavement des Douars ainsi que la rénovation de cinq centres de conseil agricole.

Appui à la politique forestière

Le programme d'appui à la politique forestière du Maroc s'inscrit dans la longue tradition d'appui de l'Union européenne dans les domaines du développement rural et de la préservation et gestion des ressources naturelles qui a notamment financé, au cours des 20 dernières années au Maroc, 5 projets pour un montant total de 50 millions d'euros.

Depuis 2013, l'Union européenne appuie le Maroc dans la mise en œuvre de sa politique forestière. Cet appui vise à renforcer la capacité de l'institution forestière, et la gouvernance du secteur, à améliorer la sécurisation foncière du domaine forestier, la conservation et le développement du patrimoine forestier et à promouvoir la gestion durable et la valorisation des ressources patrimoniales et des produits forestiers en partenariat avec les acteurs locaux.



Secteur de l'eau

L'UE et le Maroc ont travaillé ensemble pour améliorer la performance dans l'alimentation en eau potable, à travers :

- Une réhabilitation, optimisation et d'extensions de réseaux dans trente villes secondaires du Maroc, et de l'assainissement à travers la construction de Stations d'épuration et de réseaux de collecte dans 21 centres urbains secondaires.
- Un appui dans le cadre du Saïss & Garet Water Conservation Project à l'utilisation de ressources en eaux de surface plus durables et plus résilientes dans la plaine du Saïss et du Garet pour atténuer les effets néfastes des pénuries d'eau actuelles et futures et améliorer la résilience de la plaine aux effets du changement climatique. Ce travail apporte aussi des bénéfices aux petits agriculteurs, d'accès aux services d'irrigation et l'accès aux débouchés économiques dans le secteur de l'agriculture commerciale.
- Un appui institutionnel et législatif est prévu à travers des jumelages entre le Maroc et Etats membres de l'UE et des appuis d'assistance technique pour permettre au Maroc d'atteindre les meilleurs standards internationaux dans le secteur de la gestion intégrée des ressources en eau, faciliter la protection des ressources en eau (souterraines et superficielles) et renforcer l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques naturels liés à l'eau.
- Un nouvel appui institutionnel pour une meilleure convergence vers l'acquis de l'UE dans le renforcement institutionnel de la police des eaux et dans la gestion des ressources hydriques au niveau d'une agence de bassin hydraulique est en cours de définition.
- Au niveau régional, l'UE travaille avec le Maroc pour réduire la pollution et promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau en milieu oasien Méditerranéen.

Economie verte

L'Union européenne s'est aussi engagée aux côtés du Département de l'Environnement du Ministère de l'énergie pour soutenir la SNDD, à travers le Programme d'appui à la compétitivité et la croissance verte (PACC). Ce soutien consiste en :

- Un appui financier aux réformes sectorielles avec un volet dédié à la transition vers l'économie verte qui a mobilisé près de 20 Millions d'euros pour faciliter l'émergence de filières vertes (ex : batteries usagées), la mise en place de centres de tris dans des décharges contrôlées etc.
- Un soutien aux mesures réglementaires favorables à l'économie verte, telles que le Principe de Responsabilité Elargie du producteur ou encore l'audit énergétique obligatoire, et un jumelage est en cours sur la convergence réglementaire Maroc-UE dans dix domaines prioritaires pour la mise en œuvre de la Charte Nationale de l'Environnement.
- A cela s'ajoutent les programmes régionaux tels que Switchmed facilitant des approches pilotes dans la promotion des principes de production et de consommation propre notamment auprès des industries, ainsi que des Facilités d'Investissement mises en œuvre par des Institutions Financières internationales et européennes (ex/ Morseff, GEF, lignes de crédit vertes et bleues), pour faciliter les investissements verts des industries au Maroc.



قطاع الماء

عمل الاتحاد الأوروبي والمغرب سويا على تحسين الأداء في مجال التزويد بالماء الصالح للشرب من خلال:

- تجديد وتمديد وترشيد الشبكات في ثلاثين مدينة متوسطة في المغرب والاهتمام بالتطهير من خلال بناء محطات تطهير وشبكات تجميع في 21 مركزا حضريا ثانويا.
- تقديم الدعم في إطار مشروع «سايس وجاريت» للحفاظ على المياه واستعمال الموارد المائية السطحية على نحو أكثر استدامة وصمودا للتخفيف من آثار نذرة المياه حاضرا ومستقبلا وتحسين قدرة سهل سايس على الصمود أمام التغير المناخي. وينطوي هذا العمل على منافع عدة لفائدة الفلاحين الصغار كما يُمكن من الولوج إلى خدمات الري والاستفادة من الفرص الاقتصادية التي تتيحها الفلاحة.
- دعم مؤسستي وتشريعي من خلال التوأمة بين المغرب والدول الأعضاء في الاتحاد الأوروبي وعبر المساعدة التقنية لتمكين المغرب من بلوغ أحسن المستويات الدولية في قطاع التدبير المندمج للموارد المائية وتسهيل الحفاظ عليها (سواء منها الجوفية أو السطحية) وتعزيز التكيف مع التغير المناخي وتدبير المخاطر الطبيعية المرتبطة بالمياه.
- دعم مؤسستي جديد في طور التحضير من أجل تقارب أفضل مع الاتحاد الأوروبي فيما يتعلق بشرطة المياه وتدبير الموارد المائية على مستوى وكالات الأحواض المائية.
- على المستوى الجهوي، يعمل الاتحاد الأوروبي مع المغرب لخفض التلوث والنهوض بالتدبير المندمج للموارد المائية في مناطق الواحات.

الاقتصاد الأخضر

علاوة على ذلك، انخرط الاتحاد الأوروبي إلى جانب قطاع البيئة بوزارة الطاقة لدعم الاستراتيجية الوطنية للتنمية المستدامة من خلال برنامج دعم التنافسية والنمو الأخضر حيث يشمل مايلي:

- دعم مالي للإصلاحات القطاعية مع تخصيص شق منه للانتقال إلى الاقتصاد الأخضر من خلال تعبئة قرابة 20 مليون أورو لتشجيع السلاسل الخضراء (مثلا: البطاريات المستعملة) وإحداث مراكز للفرز في مطارح النفايات المراقبة إلخ.
- دعم التدابير القانونية الداعمة للاقتصاد الأخضر مثل مبدئ المسؤولية الموسعة للمنتج أو التدقيق الطاقوي الإجباري، وهناك توأمة في طور التنفيذ حول التقارب التشريعي بين المغرب والاتحاد الأوروبي في عشرة مجالات ذات أولوية لتنفيذ الميثاق الوطني للبيئة.
- فضلا عن هذا، نذكر البرامج الجهوية مثل «سويتش ميد» للمقاربات الرائدة في مجال الانتاج والاستهلاك النقي خاصة في القطاعات الصناعية وكذا آليات الاستثمار التابعة للمؤسسات المالية الدولية والأوروبية كبرنامج تمويل الطاقة المستدامة في المغرب «Morseff» وآلية تمويل الاقتصاد الأخضر «GEFF» وخطوط الاعتماد الخضراء والزرقاء لتيسير الاستثمارات الخضراء في المغرب.



أمثلة عن التعاون في مجال مكافحة التغير المناخي

مجال الطاقة

المغرب والاتحاد المغربي شركاء في مجال الطاقة منذ عهد بعيد ويُعدُّ التحول نحو الطاقة النقية والمستدامة إحدى أولويات الإعلان المشترك لسنة 2019. وبشكل ملموس، تم إنجاز عدة مشاريع خلال السنوات الأخيرة:

- مشاريع في مجال الطاقة الشمسية والريحية، خاصة مشروع المحطة الشمسية بورزازات والحقل الريحي بميدلت.
- التوأمة المؤسسية مع وزارة الطاقة من جهة وفرنسا وألمانيا من جهة أخرى لتنفيذ الاستراتيجية الطاقية للمغرب. التعاون في مجال النجاعة الكهربائية وإحداث دورات تكوينية ذات الصلة وتطوير الموارد البشرية المؤهلة لمرافقة المشاريع الاستثمارية في مجال الطاقات المتجددة.

التنمية القروية الفلاحية

تعد التنمية القروية المستدامة محورياً استراتيجياً في الشراكة بين المغرب والاتحاد الأوروبي حيث تندرج هذه الشراكة اليوم في إطار الاستراتيجية الفلاحية الجديدة للمغرب (الجيل الأخضر 2020-2030). وفي هذا السياق، قدم الاتحاد الأوروبي دعمه للمغرب من أجل:

- تنفيذ الدعامة (2) لمخطط المغرب الأخضر لجعل الفلاحة العائلية أكثر تنافسية وتضامناً وأكثر احتراماً للبيئة ومساهمة في الأمن الغذائي الوطني.
- الصمود أمام التغير المناخي من خلال تنويع الإنتاج والتكيف الفلاحي داخل مساحات تزيد عن 50 هكتار تُزرع فيها أشجار الزيتون والنخيل المثمر وأشجار اللوز في المناطق الأربعة المستهدفة (فاس-بولمان، مكناس-تافيالت، جهة الشرق، سوس ماسة-درعة).
- وضع برنامج للتكوين المستمر في إطار دعم استراتيجية الإرشاد الفلاحي لفائدة 200 مستشار و20 مستشارة فلاحين عموميين.
- إعادة تهيئة 12 مسلك غابوي لفك العزلة عن الدواوير وترميم خمسة مراكز للاستشارة الفلاحية في إطار مشروع التنمية القروية المندمجة في الشمال.

دعم السياسة الغابوية

يندرج برنامج تعزيز السياسة الغابوية في المغرب في إطار الدعم الذي يقدمه الاتحاد الأوروبي منذ مدة طويلة في مجالات التنمية القروية والحفاظ على الموارد الطبيعية وتدابيرها. في هذا الصدد، وخلال السنوات العشرين الماضية، تم تمويل 5 مشاريع بمبلغ إجمالي يصل إلى 50 مليون أورو.

ويُذكر أن الاتحاد الأوروبي يدعم المغرب منذ 2013 من أجل تنفيذ سياسته الغابوية. ويهدف هذا الدعم إلى تعزيز قدرة المؤسسة الغابوية وتحسين حكامه القطاع والأمن العقاري للمجال الغابوي والحفاظ على الموروث الغابوي وتطويره والنهوض بالتدبير المستدام وتأمين الموارد التراثية والمنتجات الغابوية بشراكة مع الفاعلين المحليين.



Commerce et investissement

ACCORD D'ASSOCIATION

Signé le 26/02/1996, entré en vigueur le 01/03/2000.

- Démantèlement immédiat des droits de douane sur les produits industriels du côté de l'UE.
- Période de transition de 12 ans du côté du Maroc jusqu'au 01/03/2012.

ACCORD AGRICOLE

Signé le 13/12/2010, entré en vigueur le 01/10/2012

- Démantèlement des droits de douanes sur les produits agricoles, agricoles transformés et de la pêche.
- Application de contingents tarifaires pour les produits sensibles.

ACCORD SUR LA PROTECTION DES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

Paraphé le 16/01/2015, en attente de signature et de ratification.

- Garantie d'un niveau supérieur de protection des indications géographiques des deux parties.
- Stimulation des échanges commerciaux de produits agricoles et de denrées alimentaires de qualité.

ALECA

Lancement des négociations le 01/03/2013. Après 4 rounds tenus entre 2013 et 2015, un accord politique a été conclu en 2019 pour reprendre les négociations.

- Approfondissement de la zone de libre échange.
- Extension à de nouveaux secteurs comme les services et l'investissement.
- Rapprochement réglementaire pour les secteurs prioritaires qui seront choisis de commun accord entre les deux parties.

L'Union européenne (UE) est le premier partenaire du Maroc : avec 35 milliards d'euros d'échanges en 2020 (15 milliards d'€ d'exportations marocaines vers l'UE et 20 milliards d'exportations UE vers le Maroc). Le commerce a baissé en 2020 comparativement aux trois années précédentes en raison de l'impact de la pandémie Covid-19 sur les échanges commerciaux mondiaux. Le commerce Maroc-UE représente près de 60% des échanges extérieurs du Royaume. Le Maroc est également le 1er partenaire de l'UE en Méditerranée du Sud.

Le commerce entre le Maroc et l'UE s'exerce en régime de libre-échange en vertu de l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre l'UE et le Maroc, complété par d'autres accords. Signé en 1996, l'Accord d'Association est entré en application en 2000. Dans son volet commercial, il a permis une libéralisation réciproque du commerce de biens avec des éléments d'asymétrie en faveur du Maroc: alors qu'à partir de l'année 2000 tous les produits industriels couverts par l'Accord ont pu être exportés du Maroc vers l'UE sans droits de douane, le Maroc a bénéficié d'une période de transition de 12 ans pour éliminer ses droits de douane sur les importations de biens industriels en provenance de l'UE. A la fin de cette période de transition en 2012, la zone de libre-échange entre l'UE et le Maroc est entrée pleinement en application.

En 2010 les deux parties ont signé un accord sur l'agriculture qui est entré en vigueur en 2012, permettant un degré élevé d'ouverture réciproque du commerce des produits agricoles et transformés et des produits de la pêche, avec des exceptions pour les produits sensibles de part et autre. La protection des indications géographiques pour les produits agricoles, les produits agricoles transformés, les poissons et les produits de la pêche, a fait l'objet de négociations en vue d'un accord spécifique, qui a été paraphé en 2015 et demeure en attente de signature et de ratification par les deux parties. En 2010, l'UE et le Maroc ont aussi conclu un accord instituant un mécanisme de règlement des différends de nature commerciale, entré en vigueur en 2012, en vue de parvenir dans la mesure du possible à une solution mutuellement acceptable en cas de conflits sur la mise en œuvre de l'Accord d'association.

Des négociations en vue d'un Accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) ont été lancées en 2013 avec l'objectif d'atteindre une intégration plus étroite entre les économies européenne et marocaine, notamment dans des secteurs comme les services et l'investissement.

LIENS UTILES

- [Quels sont les accords de libre-échange entre l'Union européenne et le Maroc ?](#)
- [Quelles sont les conditions pour exporter vers l'Union européenne ?](#)
- [Comment exporter vers les pays de la zone euro-méditerranéenne ?](#)

Depuis l'établissement complet de la zone de libre-échange en 2012 :

+24% d'exportations européennes vers le Maroc

+73% d'exportations marocaines vers l'UE

35 milliards d'euros d'échanges de biens Maroc-UE en 2020

=
environ 60% des échanges extérieurs du Maroc

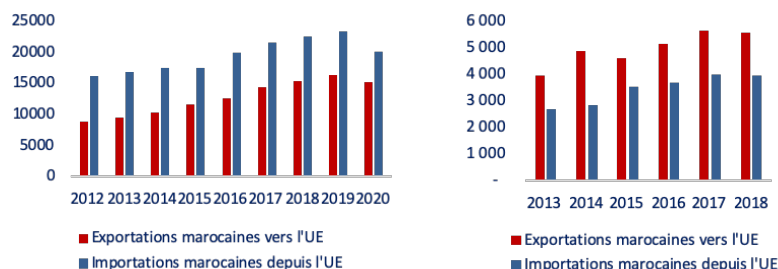
Le Maroc
1er exportateur de légumes au monde vers l'UE et
1er exportateur de produits agricoles de la Méditerranée du sud vers l'UE

10 milliards d'euros d'échanges de services Maroc-UE en 2018 avec **Un excédent de 2 milliards €** pour le Maroc

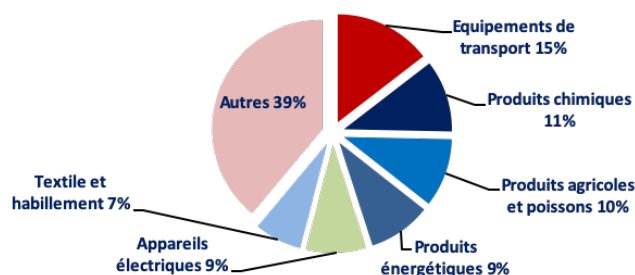
Les entreprises originaires de l'UE sont les **premiers investisseurs étrangers au Maroc** (18 milliards € d'encours à fin 2018)

Les négociations ont été suspendues pendant plusieurs années. Suite à l'accord politique du Conseil d'Association en 2019, le Maroc et l'UE ont convenu de reprendre les négociations. Comme indiqué dans les deux récentes communications de la Commission sur le Voisinage et la nouvelles stratégie commerciale de l'UE, l'UE reste ouverte à : (i) une adaptation des Accords aux nouvelles évolutions du partenariat UE-Maroc, ou à (ii) d'autres initiatives qui peuvent faciliter le commerce et l'investissement durable.

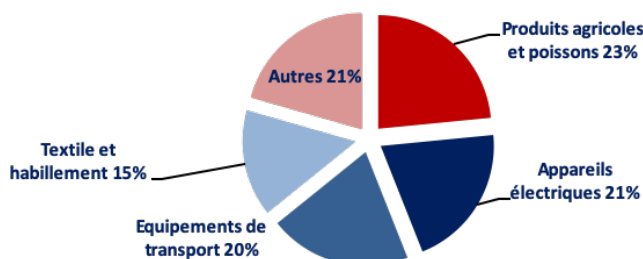
ECHANGES UE-MAROC DEPUIS L'ETABLISSEMENT DE LA ZONE DE LIBRE-ECHANGE EN 2012



COMPOSITION DES ECHANGES UE-MAROC EXPORTATIONS EUROPEENNES VERS LE MAROC (2020, SOURCE : EUROSTAT)

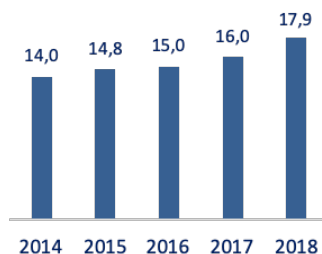


EXPORTATIONS MAROCAINES VERS L'UE (2020, SOURCE: EUROSTAT)



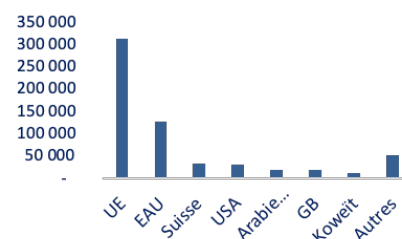
EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS DE L'UE VERS LE MAROC

ENCOURS DES IDE EUROPEENS (EN M EUR)



Source: Eurostat

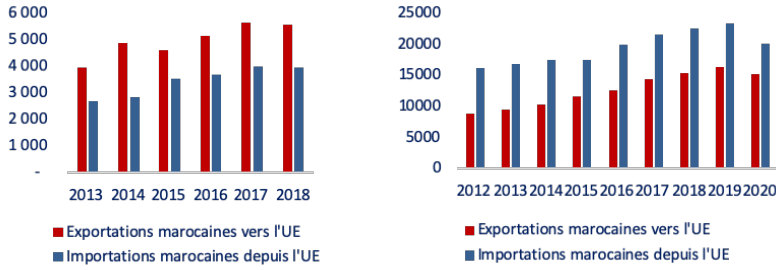
ENCOURS DES PRINCIPAUX INVESTISSEURS ETRANGERS (EN M MAD)



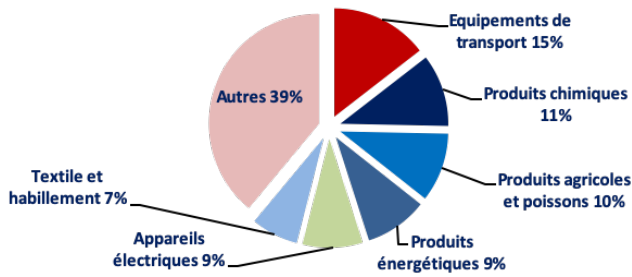
Source: Office des Changes

وفضلا عن ذلك، يعمل الجانبان على تحقيق التقارب التشريعي في بعض القطاعات ذات الأولوية تم اختيارها على نحو متفق عليه وكذا النظر بشكل أعم في التطورات الأخيرة للشراكة بين الاتحاد الأوروبي والمغرب.

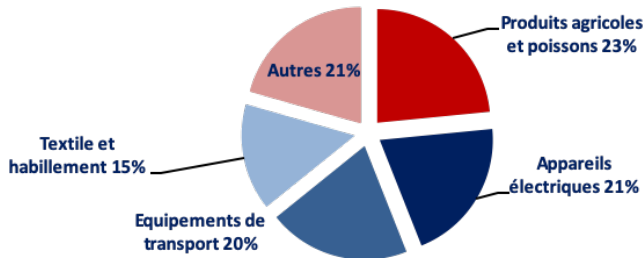
المبادلات التجارية بين المغرب والاتحاد الأوروبي منذ إقامة منطقة التبادل الحر سنة 2012



محتوى المبادلات بين الاتحاد الأوروبي والمغرب الصادرات الأوروبية نحو المغرب (المصدر: المديرية العامة للمفوضية الأوروبية المعنية بالإحصائيات، 2020)

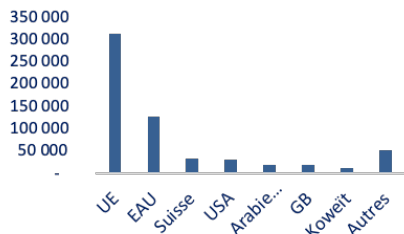


الصادرات المغربية نحو الاتحاد الأوروبي

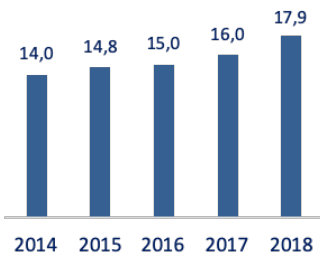


تطور الاستثمارات المباشرة للاتحاد الأوروبي في المغرب

وضعية أهم المستثمرين الخارجيين (الوحدة : مليون درهم)
وضعية الاستثمارات المباشرة الأوروبية (الوحدة: مليون أورو)



المصدر: مكتب الصرف



المصدر: المديرية العامة للمفوضية الأوروبية المعنية بالإحصائيات

روابط مفيدة:

- ماهي اتفاقات التبادل الحر المبرمة بين الاتحاد الأوروبي والمغرب؟
- ماهي شروط التصدير نحو الاتحاد الأوروبي؟
- كيف يتم التصدير نحو بلدان المنطقة الأوروبية متوسطة؟

منذ الاعتماد الكامل لمنطقة التبادل الحر سنة 2012

+24% من الصادرات الأوروبية إلى المغرب
+73% من الصادرات المغربية إلى الاتحاد الأوروبي

35 مليار أورو

حجم المبادلات من السلع سنة 2020
قاربة 60%

من المبادلات الخارجية للمغرب

المغرب

أول مصدر للخضر في العالم إلى الاتحاد الأوروبي

و

أول مصدر للمنتجات الفلاحية في جنوب المتوسط إلى الاتحاد الأوروبي
10 مليار أورو

من المبادلات في مجال الخدمات بين المغرب والاتحاد الأوروبي سنة 2018
مع فائض قدره ملياري (2) أورو لفائدة المغرب

مقاولات بلدان الاتحاد الأوروبي أول

المستثمرين الأجانب في المغرب (18 مليار أورو نهاية 2018)

يعتبر الاتحاد الأوروبي الشريك الأول للمغرب حيث بلغت المبادلات بينهما 35 مليار أورو سنة 2020 بواقع 15 مليار أورو من الصادرات المغربية نحو الاتحاد الأوروبي و20 مليار من صادرات الاتحاد الأوروبي نحو المغرب. ويُذكر أن مستوى التجارة العالمية انخفض سنة 2020 مقارنة مع السنوات الثلاث الأخيرة بفعل تداعيات جائحة كوفيد-19. وتمثل التجارة بين المغرب والاتحاد الأوروبي أكثر من 60 في المائة من المبادلات الخارجية للمملكة، ويُعد المغرب الشريك الأول للاتحاد الأوروبي في منطقة جنوب المتوسط.

تتم التجارة بين المغرب والاتحاد الأوروبي وفق نظام التبادل الحر وطبقا للاتفاق الأورومتوسطي الذي يضع أسس الشراكة بين الاتحاد الأوروبي والمغرب إضافة إلى اتفاقات أخرى. اتفاق الشراكة الموقَّع سنة 1996 دخل حيز التطبيق سنة 2000. في شقه التجاري، مكن هذا الاتفاق من تحرير متبادل لتجارة السلع مع بعض الميول في الميزان التجاري لصالح المغرب. فمُنذ سنة 2000، كل المنتجات الصناعية المعنية بالاتفاق تم تصديرها من المغرب إلى الاتحاد الأوروبي دون رسوم جمركية، واستفاد المغرب من فترة انتقالية دامت 12 سنة لحذف رسومه الجمركية على المنتجات الصناعية الواردة من الاتحاد الأوروبي. بعد انقضاء هذه الفترة الانتقالية سنة 2012، دخلت منطقة التبادل الحر بين الاتحاد الأوروبي والمغرب حيز التطبيق على نحو كامل.

ووقع الجانبان سنة 2010 اتفاقا في مجال الفلاحة دخل حيز التنفيذ سنة 2012 إذ بلغ الجانبان درجة عالية من الانفتاح المتبادل في ما يتعلق بتجارة المنتجات الفلاحية والمحولة ومنتجات الصيد البحري مع بعض الاستثناءات الخاصة بالمنتجات الحساسة بالنسبة لكلا الجانبين. حماية المؤشرات الجغرافية الخاصة بالمنتجات الفلاحية والمنتجات الفلاحية المحولة والأسماك ومنتجات الصيد البحري كانت موضوع مفاوضات هدفها التوصل إلى اتفاق خاص تم توقيعه بالأحرف الأولى سنة 2015 ولزال ينتظر التوقيع الرسمي والمصادقة من الجانبين. وفي سنة 2010، أبرم الاتحاد الأوروبي والمغرب اتفاقا لوضع آلية لفض النزاعات ذات الطبيعة التجارية. ودخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ سنة 2012 من أجل الوصول قدر الإمكان إلى حل يقبله الطرفان في حال وقوع نزاع حول تنفيذ اتفاق الشراكة.

أما سنة 2013، فقد تم إطلاق مفاوضات من أجل إبرام اتفاق تبادل حر شامل ومعمرق من أجل اندماج أكبر بين الاقتصادات الأوروبية والمغرب، خاصة في مجال الخدمات والاستثمار. وقد عُلقَت المفاوضات في هذا الموضوع لعدة سنوات، لكن بعد الاتفاق السياسي لمجلس الشراكة الذي اعتمد سنة 2019، اتفق كل من المغرب والاتحاد الأوروبي على استئناف المفاوضات. وكما تمت الإشارة إلى ذلك في الوثيقتين الأخيرتين للمفوضية حول الجوار والاستراتيجية التجارية الجديدة للاتحاد الأوروبي، يبقى هذا الأخير منفتحاً على: (أ) تكييف الاتفاقات مع التطورات الجديدة للشراكة بين الاتحاد الأوروبي والمغرب أو (ب) مبادرات أخرى من شأنها تيسير التجارة والاستثمار المستدامين.

اتفاق الشراكة

وُقِّع في 1996/02/26 ودخل حيز التنفيذ في 01/03/2000

- الحذف المباشر للرسوم الجمركية على المنتجات الصناعية من قِبَل الاتحاد الأوروبي
- مرحلة انتقالية دامت ١٢ سنة استفاد منها المغرب وانتهت في 01/03/2012.

الاتفاق الفلاحي

وُقِّع في 2010/12/13 ودخل حيز التنفيذ في 2012/10/01

- حذف الرسوم الجمركية على المنتجات الفلاحية والمنتجات الفلاحية المحوَّلة ومنتجات الصيد البحري؛
- تطبيق نظام الحصص التعريفية على المنتجات الحساسة .
- اتفاق حول حماية المؤشرات الجغرافية
- وُقِّع بالأحرف الأولى بتاريخ 2015/01/16 في انتظار توقيعه والمصادقة عليه ليُدخل حيز التنفيذ
- ضمان مستوى أعلى من الحماية المتعلقة بالمؤشرات الجغرافية للجانبين
- تحفيز المبادلات التجارية للمنتجات الفلاحية والمواد الغذائية الجيدة

اتفاق التبادل الحر الشامل والمعمرق

إطلاق المفاوضات يوم 2013/03/01. بعد انعقاد أربع جولات خلال الفترة الممتدة بين 2013 و2015، وُقِّع اتفاق سنة 2019 لاستئناف المفاوضات.

- تعميق منطقة التبادل الحر
- إدماج قطاعات جديدة كالخدمات والاستثمار
- التقارب التشريعي بين القطاعات ذات الأولوية التي سيتم اختيارها بالتوافق بين الجانبين.

Commerce agricole Maroc-UE : Des échanges mutuellement bénéfiques

Evolution des échanges commerciaux agricoles entre le Maroc et l'UE

Les échanges commerciaux agricoles entre le Maroc et l'Union européenne (UE) ont atteint près de 4,6 milliards d'euros en 2020 (13% des échanges totaux de biens entre les deux parties). Les échanges agricoles ont maintenu leur progression, en dépit de la pandémie Covid-19 qui a impacté les échanges commerciaux globaux en 2020.

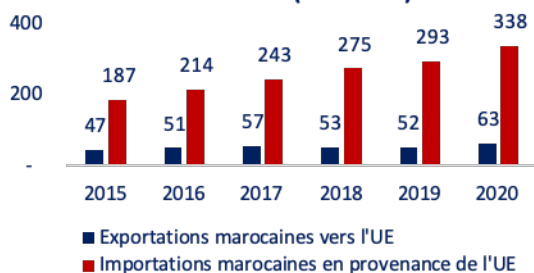
Depuis l'entrée en vigueur de l'accord agricole en 2012, les exportations marocaines à destination de l'UE ont doublé (2,2x) pour se situer à 2,5 milliards d'euros en 2020 (16% des exportations marocaines globales vers l'UE). Les importations en provenance de l'UE ont atteint 2,2 Md EUR, soit 11% des importations globales marocaines depuis l'UE et 1,8x celles enregistrées en 2012. Le Maroc affiche un surplus de balance commerciale agricole avec l'UE.

Evolution des échanges agricoles entre le Maroc et l'UE (en millions d'euros)

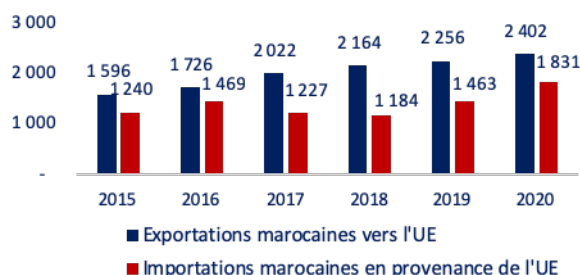


Le commerce de produits agricoles transformés représente 9% du commerce agricole bilatéral. Ces produits constituent 16% des importations en provenance de l'UE et 3% des exportations marocaines à destination de l'UE).

Commerce Maroc-UE de produits agricoles transformés (en M EUR)



Commerce Maroc-UE de produits agricoles bruts (en M EUR)



Source: Eurostat

Pour plus d'informations :

[Sur les statistiques du commerce agricole entre le Maroc et l'UE](#)

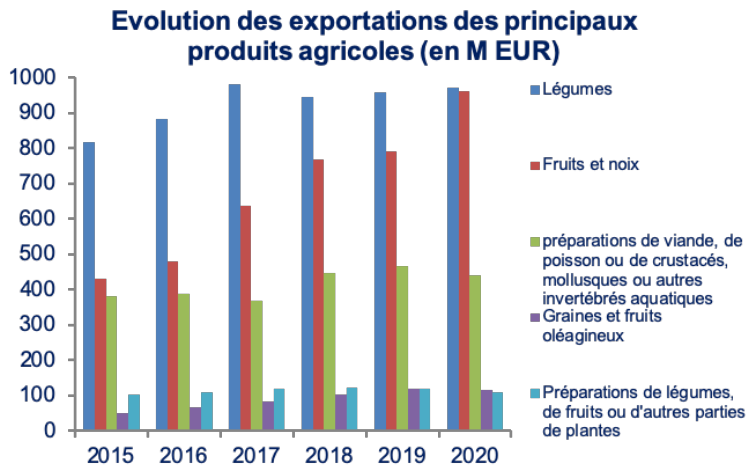
[Sur l'Accord agricole](#)

[Sur les conditions pour exporter vers l'Union européenne](#)

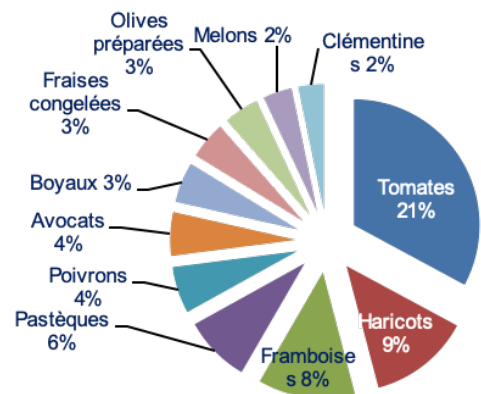
Détail des échanges commerciaux

Exportations agricoles vers l'UE

Avec 793 milles tonnes d'exportations vers l'UE en 2020 (près d'un milliard d'euros), le Maroc est le 1er fournisseur de l'UE en légumes mondialement, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 6% sur les 5 dernières années. Les exportations de tomates ont représenté, en valeur, 21% des exportations totales agricoles du Maroc vers l'UE en 2020.



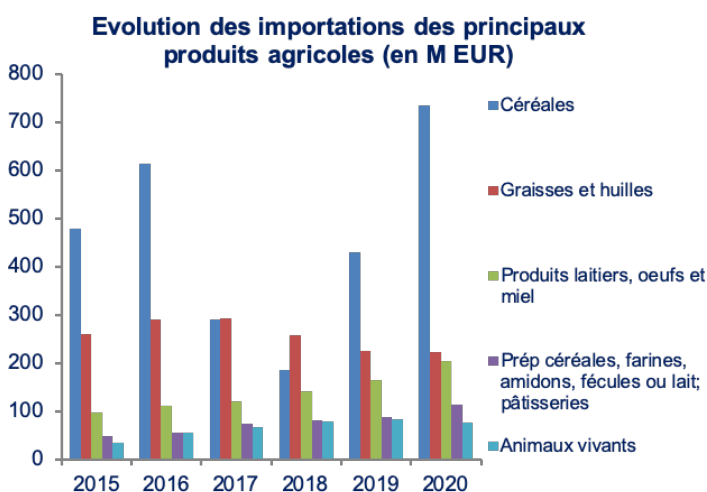
Principales exportations agricoles marocaines vers l'UE en 2020



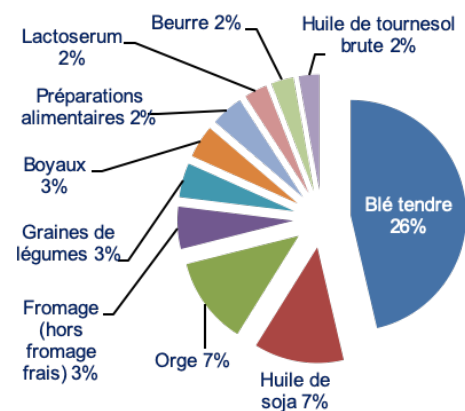
Source: Eurostat

Importations agricoles en provenance de l'UE

Avec un volume de 2,9 millions de tonnes importé en 2020 (575 millions d'euros), le blé tendre est le principal produit agricole importé au Maroc en provenance de l'UE. Les importations de blé tendre représentent, en valeur, 26% des importations totales agricoles depuis l'UE en 2020.



Principales importations marocaines en provenance de l'UE en 2020



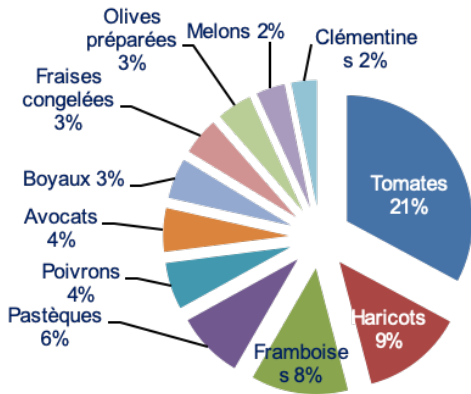
Source: Eurostat

الصادرات الفلاحية نحو الاتحاد الأوروبي

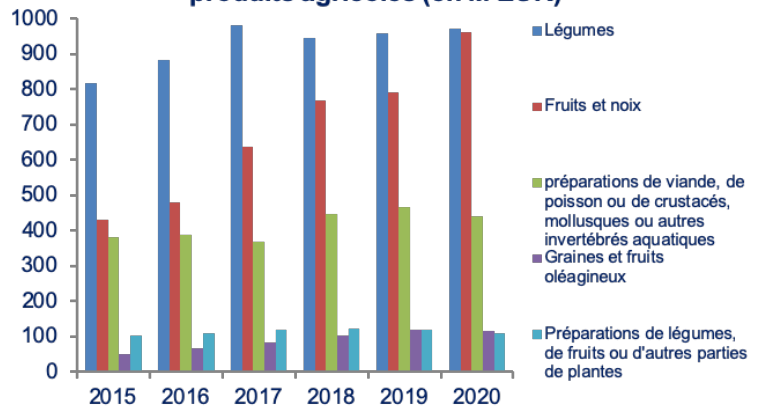


بتصديره 793 ألف طن من المنتجات الفلاحية إلى الاتحاد الأوروبي سنة 2020 (قرابة مليار أورو)، يُعد المغرب المزود الأول للاتحاد من الخضر على الصعيد العالمي حيث سجل نموا سنويا بمعدل 6% خلال السنوات الخمس الماضية. وقد مثلت الصادرات من الطماطم من حيث القيمة نسبة 21% من إجمالي صادرات المغرب الفلاحية نحو الاتحاد الأوروبي سنة 2020.

Principales exportations agricoles marocaines vers l'UE en 2020



Evolution des exportations des principaux produits agricoles (en M EUR)



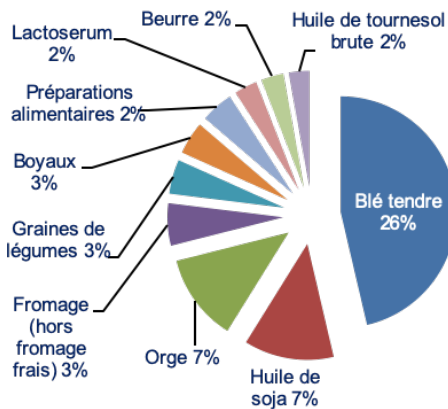
المصدر: المديرية العامة للمفوضية الأوروبية المعنية بالإحصائيات

الواردات الفلاحية من الاتحاد الأوروبي

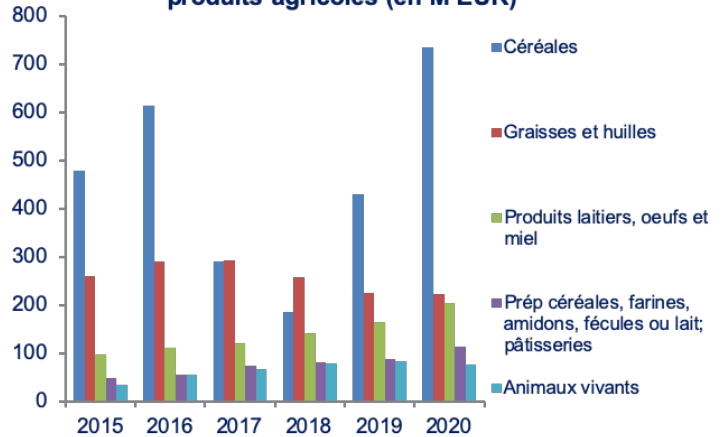


بحجم 2,9 مليون طن سنة 2020 (575 مليون أورو)، يحتل القمح اللين موقع الصدارة ضمن المنتجات الفلاحية التي يستوردها المغرب من الاتحاد الأوروبي. وقد مثلت الواردات من القمح اللين 26% من إجمالي الواردات الفلاحية سنة 2020.

Principales importations marocaines en provenance de l'UE en 2020



Evolution des importations des principaux produits agricoles (en M EUR)



المصدر: المديرية العامة للمفوضية الأوروبية المعنية بالإحصائيات

التجارة الفلاحية بين المغرب والاتحاد الأوروبي: مبادلات تعود بالنفع على الجانبين

تطور المبادلات التجارية في المجال الفلاحي بين المغرب والاتحاد الأوروبي

بلغت قيمة المبادلات التجارية بين المغرب والاتحاد الأوروبي في المجال الفلاحي ما يناهز 6,4 مليار أورو سنة 2020 (أي 13% من مجموع المبادلات الخاصة بالسلع).

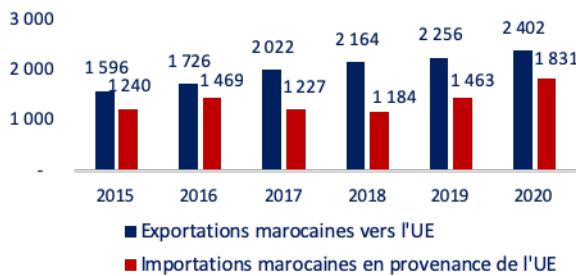
فمنذ دخول الاتفاق الفلاحي حيز التنفيذ سنة 2012، ارتفعت الصادرات المغربية نحو الاتحاد الأوروبي بأكثر من الضعف (2,2 مرة) حيث بلغت 2,5 مليار أورو سنة 2020 (أي 16% من إجمالي الصادرات المغربية نحو الاتحاد الأوروبي). أما الواردات الفلاحية من الاتحاد الأوروبي، فقد بلغت 2,2 مليار أورو، أي 11% في المائة من مجموع ما يستورده المغرب من الاتحاد الأوروبي حيث تضاعف بمقدار 1,8 مرة مقارنة مع سنة 2012. وبذلك، فإن المغرب سجل فائضا في ميزانه التجاري الفلاحي مع الاتحاد الأوروبي.

Evolution des échanges agricoles entre le Maroc et l'UE (en millions d'euros)

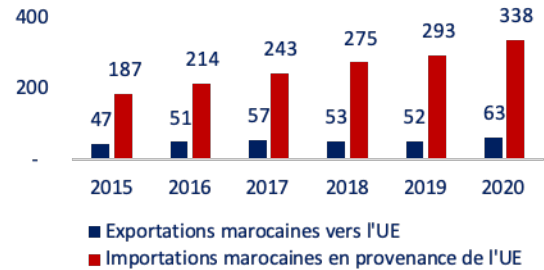


تمثل تجارة المنتجات الفلاحية المُحوَّلة 9% من التجارة الفلاحية الثنائية. وتمثل هذه المنتجات 16% من الواردات الآتية من الاتحاد الأوروبي و3% من الصادرات المغربية إليه.

Commerce Maroc-UE de produits agricoles bruts (en M EUR)



Commerce Maroc-UE de produits agricoles transformés (en M EUR)



المصدر: المديرية العامة للمفوضية الأوروبية المعنية بالإحصائيات

للمزيد من المعلومات:

[حول إحصائيات التجارة الفلاحية بين المغرب والاتحاد الأوروبي:](#)

[حول الاتفاق الفلاحي:](#)

[حول شروط التصدير نحو الاتحاد الأوروبي:](#)

Le Partenariat dans le domaine de la Pêche Durable entre l'Union Européenne et le Royaume du Maroc

Le Partenariat dans le domaine de la Pêche Durable entre l'Union Européenne et le Royaume du Maroc, qui existe depuis plus de 30 ans, est mis en œuvre à travers une série d'accords bilatéraux et de protocoles de mise en œuvre, depuis 1988.

Ces instruments permettent, d'une part, à des armateurs de l'UE d'exercer leur activité de pêche dans des eaux situées en dehors de l'Union moyennant le paiement d'une compensation financière pour l'accès, et, d'autre part, de contribuer financièrement à la gouvernance des pêches et au développement du secteur local de la pêche.

Les Accords de Partenariat dans le domaine de la Pêche constituent un cadre de gouvernance transparent au sein duquel les navires de l'UE pêchent une partie du surplus disponible couvert par l'accord.

Ces accords mettent l'accent sur la conservation des ressources et la durabilité environnementale et n'engendrent pas de compétition avec l'activité de pêche exercée localement.

Au Maroc, les protocoles successifs ont également permis d'appuyer la Stratégie « Halieutis » de développement du secteur, par le renforcement des capacités scientifiques et de contrôle, la construction de quais de débarquement, de villages de pêcheurs et de halles aux poissons, l'organisation d'actions de formation et de sensibilisation des pêcheurs, le financement d'un programme d'élimination des filets maillants dérivants, etc.

Un nouveau protocole a été ratifié en juillet 2019 et en cours de mise en œuvre jusqu'en 2023.

Nouvel Accord de Pêche et Protocole 2019-2023

Le nouvel « Accord de Partenariat dans le domaine de la Pêche Durable » consiste en un accord proprement dit, un protocole de mise en œuvre et un échange de lettres.

Le protocole de mise en œuvre, d'une durée de quatre ans (2019-2023), définit les possibilités de pêche octroyées aux navires de l'Union européenne et la contrepartie financière de 208 millions d'euros, versée par l'UE, au titre de l'accès et de l'appui au secteur de la pêche, ainsi que la contrepartie payée par les armateurs.

L'accord établit les principes généraux du partenariat de la pêche, tels que la durabilité de l'exploitation, la transparence des activités, la non-discrimination entre flottes opérant dans la zone de pêche, le respect des droits de l'homme

et des valeurs démocratiques, et la délimitation de la zone de pêche dans laquelle les navires de l'UE pourront opérer. Le protocole, son annexe et ses appendices définissent concrètement les stocks pouvant être exploités, les modalités de cette activité, ainsi que les montants correspondants de la compensation financière pour cet accès à la ressource, ainsi que ceux destinés à l'appui sectoriel et leurs modalités de versement. Le dispositif est complété par des dispositions destinées à maximiser les retombées socio-économiques pour le Maroc, telles que l'embarquement de marins marocains, le débarquement local d'une partie des captures, la coopération entre opérateurs économiques, etc.

L'ACCORD DE PÊCHE UE-MAROC EN BREF

Quels navires sont autorisés à venir pêcher ?

- 128 navires originaires de 10 Etats membres de l'UE (Espagne, Portugal, France, Allemagne, Lituanie, Lettonie, Pays-Bas, Irlande, Pologne, Italie).

Où la pêche pour les navires de l'UE est-elle autorisée?

- Sur la façade atlantique uniquement.

Quelles espèces sont concernées par l'accord ?

- Les navires de l'UE ne pêchent que certaines espèces de poissons, comme les sardines, les maquereaux, les chinchards et les merlus, dont les stocks sont suffisamment importants pour ne pas empêcher les navires marocains de pêcher au maximum de leur capacité.
- Les poulpes et les calamars, dont les prix sont plus élevés à la vente, sont, par exemple, exclus de l'accord.

Quelles sont les possibilités de pêche pour les navires de l'UE?

Les possibilités de pêche sont gérées par licences et, dans le cas de la pêche pélagique industrielle, par quota (de 85 000 à 100 000 tonnes par an).

Est-ce que la pêche des navires européens contribue à la hausse du prix du poisson sur le marché marocain ?

Non, les poissons débarqués dans les ports obéissent aux règles du marché marocain. Les débarquements des navires européens contribuent au dynamisme des ports, alimentent l'industrie locale et contribuent à la création d'emplois.

Quelles sont les obligations sociales contenues dans l'accord ?

- Des marins marocains sont embarqués sur les navires UE (entre 2 et 6 par navire) ;
- Un pourcentage des captures des navires UE est débarqué dans les ports marocains (entre 25% et 30%).

Quelles sont les obligations environnementales contenues dans l'accord ?

- Les navires de l'UE ne pêchent que le surplus disponible, c'est-à-dire les quantités non pêchées par les navires marocains. Cela permet de préserver les stocks de poissons et garantir leur durabilité.
- D'autres espèces peuvent être temporairement interdites par les autorités marocaines.

Quelle contribution financière est versée par l'UE au Maroc ?

- L'UE verse une contribution financière de 208 millions d'euros sur les 4 années du protocole :
- De 37 à 42,4 millions d'euros (M€) par an du budget de l'UE : entre 19,1 M€ à 21,9 M€ par an pour l'accès à la ressource et un montant de 17,9 à 20,5 M€ par an dédié à l'appui du secteur de la pêche ;
- Un montant estimé de 11,1 à 12,7 M€ par an de redevances dues par les armateurs européens.

En quoi consiste l'Appui de l'UE au secteur de la pêche ?

Cet appui, de plus de 200M€ au total sur 4 ans, vise à soutenir la Stratégie Halieutique et celle qui lui succèdera, en termes de développement de la pêche artisanale, renforcement de la commercialisation des produits de la pêche, développement de l'aquaculture et renforcement de la recherche halieutique.

Quelques exemples de projets : l'acquisition de matériel de sécurité pour la pêche artisanale, l'appui aux projets aquacoles de jeunes entrepreneurs, la construction d'ateliers de réparation de barques artisanales, l'organisation de campagnes de prospection scientifique en mer, l'appui aux associations socioprofessionnelles de la pêche maritime, la construction d'unités médicales mobiles dans des points de débarquements, etc.

Quelle coopération économique ?

Le protocole facilite la coopération entre opérateurs économiques et encourage les contacts dans le secteur (industrie des produits de la pêche, transfert de savoir-faire, coopération administrative, etc.).

Comment l'activité de pêche des navires UE est-elle suivie et contrôlée ?

- Les navires effectuent chaque année une visite technique, déclarent systématiquement leur entrée et leur sortie de zone de pêche, ainsi que les types et les quantités de poissons pêchés ;
- Les autorités marocaines et européennes effectuent régulièrement des inspections conjointes ;

- Un suivi scientifique des captures est effectué par des observateurs scientifiques marocains qui montent à bord des navires de l'UE. Chaque année, des experts scientifiques marocains et européens se réunissent pour analyser les stocks de poissons et éclairer les décideurs politiques dans leurs décisions ;
- Une commission mixte UE-Maroc se réunit annuellement pour analyser et statuer sur l'ensemble de l'activité de pêche opérée dans le cadre de l'accord.



الشراكة بين الاتحاد الأوروبي والمملكة المغربية في مجال الصيد البحري المستدام

وقد مكنت البروتوكولات المتعاقبة من دعم استراتيجية «آليوتيس» لتنمية قطاع الصيد البحري في المغرب من خلال تعزيز القدرات العلمية وتقوية المراقبة وبناء أرصفة التفريغ وقرى الصيادين وأسواق السمك وتنظيم دورات لتكوين وتوعية الصيادين وتمويل برنامج القضاء على شبك الصيد العائمة، إلخ.

وتمت المصادقة على بروتوكول جديد في شهر يوليوز 2019 سيتمد إلى غاية 2023.

الشراكة بين الاتحاد الأوروبي والمغرب في مجال الصيد البحري المستدام قائمة منذ أزيد من 30 سنة من خلال سلسلة من الاتفاقات الثنائية والبروتوكولات التنفيذية المبرمة منذ 1988 . هذه الآليات تسمح لمجهزي السفن الأوروبية بالصيد في المياه الواقعة خارج الاتحاد الأوروبي مقابل تعويض مالي، كما تساهم في تمويل حكامه الصيد البحري وتنميته محلياً.

وتمثل اتفاقات الشراكة في مجال الصيد البحري إطار حكامه شفاف تتمكن من خلاله سفن الاتحاد الأوروبي من صيد جزء من الفائض المتاح.

وتعنى هذه الاتفاقات بالحفاظ على الموارد السمكية والاستدامة البيئية ولايترتب عنها منافسة الصيد البحري المحلي.

اتفاق وبروتوكول جديان للصيد البحري (2019-2023)

الأساطيل الناشطة في منطقة الصيد واحترام حقوق الإنسان وقيم الديمقراطية وتحديد مناطق الصيد للسفن الأوروبية. وبشكل ملموس، يُعرّف البروتوكول وملحقه وضميماته المخزون الممكن استغلاله وتحت أي شروط وكذا مبالغ التعويض المالي المناسب للولوج إلى الموارد والمبالغ الموجهة لدعم القطاع وأوجه صرفها. فضلا عن ذلك، ثمة مقتضيات للرفع من الآثار السوسيواقتصادية لفائدة المغرب من قبيل استقبال البحارة المغاربة على متن السفن الأوروبية والتفريغ المحلي لجزء من الأسماك المصطادة والتعاون بين الفاعلين الاقتصاديين وغير ذلك.

يشتمل اتفاق الشراكة في مجال الصيد المستدام على اتفاق وبروتوكول تنفيذ ووثيقة تبادل الرسائل.

ويحدد البروتوكول التنفيذي الممتد على أربع سنوات (-2019 2023) إمكانيات الصيد المتاحة لسفن الاتحاد الأوروبي والمبلغ المالي (208 مليون أورو) الذي يصرفه الاتحاد الأوروبي مقابل الولوج إلى مناطق الصيد ودعم قطاع الصيد البحري وكذا المقابل الذي يؤديه مجهزي السفن الأوروبيين. ويضع الاتفاق المبادئ العامة للشراكة في مجال الصيد البحري كالاستغلال المستدام وشفافية الأنشطة وعدم التمييز بين

نبذة عن اتفاق الصيد البحري بين الاتحاد الأوروبي والمغرب

ماهي السفن المرخص لها بالصيد ؟

- 128 سفينة تنتمي إلى 10 دول عضو في الاتحاد الأوروبي (إسبانيا، البرتغال، فرنسا، ألمانيا، ليتوانيا، ليتوانيا، هولندا، إيرلندا، بولندا، إيطاليا).

أين يُرخص الصيد لسفن الاتحاد الأوروبي؟

- في المحيط الأطلسي فقط.

ماهي أنواع الأسماك التي يشملها الاتفاق؟

- سفن الاتحاد الأوروبي لا تصطاد سوى بعض أصناف الأسماك مثل السردين والأسقمري والشورو والنازلي وهي جد متوفرة بحيث تتمكن السفن المغربية من صيد أكبر الكميات الممكنة منها.
- على سبيل المثال، تم استثناء الأخطبوط والحبار من الاتفاق لارتفاع ثمنهما عند البيع.

ماهي إمكانيات الصيد بالنسبة لسفن الاتحاد الأوروبي؟

- يتم تدبير إمكانيات الصيد بواسطة الرخص وفي حالة الصيد السطحي الصناعي بواسطة نظام الحصص (ما بين 85.000 و 100.000 طن في السنة).

هل تساهم السفن الأوروبية في الرفع من أسعار الأسماك

في السوق المغربية؟

- لا، الأسماك التي يتم تفريغها في الموانئ تخضع لقواعد السوق المغربية. تفريغ السفن الأوروبية يساهم في دينامية الموانئ ويعزز الصناعة المحلية ويساهم في خلق فرص الشغل.

ماهي الالتزامات الاجتماعية المُضمَّنة في الاتفاق؟

- إركاب البحارة المغاربة على متن سفن الاتحاد الأوروبي (ما بين 2 إلى 6 بحارة للسفينة)؛
- تفريغ نسبة من الكميات التي تصطادها سفن الاتحاد الأوروبي في الموانئ المغربية (بين 25 و 30 في المائة).

ماهي الالتزامات البيئية المُضمَّنة في الاتفاق؟

- لا تصطاد سفن الاتحاد الأوروبي سوى الفائض المتاح، أي الكميات التي لم يتم صيدها من قبل السفن المغربية. من شأن هذا الحفاظ على مخزون الأسماك وضمان استدامتها.
- يمكن للسلطات المغربية منع صيد أصناف أخرى بشكل مؤقت.

ماهي المساهمة المالية التي يدفعها الاتحاد الأوروبي للمغرب؟

- يدفع الاتحاد الأوروبي مساهمة مالية قدرها 208 مليون أورو على مدى أربع سنوات:
- ما بين 37 و 42,4 مليون أورو في السنة من ميزانية الاتحاد الأوروبي: ما بين 19,1 مليون أورو و 21,9 مليون أورو في السنة للولوج إلى الموارد السمكية وما بين 17,9 و 20,5 مليون أورو في السنة لدعم قطاع الصيد البحري؛
- مبلغ يتراوح بين 11,1 و 12,7 مليون أورو في السنة يدفعها مجهزو السفن الأوروبيين؛

أين يتجلى دعم الاتحاد الأوروبي لقطاع الصيد البحري؟

- يهدف هذا الدعم المُقدَّر إجمالاً بأزيد من 200 مليون أورو على مدى 4 سنوات إلى تعزيز استراتيجية «آليوتيس» وما بعد «آليوتيس» لاسيما في ما يخص تنمية الصيد التقليدي والرفع من تسويق منتجات الصيد وتنمية تربية الأحياء المائية وتطوير البحث في مجال الصيد البحري.
- أمثلة عن بعض المشاريع: اقتناء معدات السلامة الخاصة بالصيد التقليدي، دعم مشاريع تربية الأحياء البحرية لفائدة المقاولين الشباب، بناء ورشات لتصليح مراكب الصيد التقليدية، تنظيم حملات للتنقيب العلمي في البحر، دعم الجمعيات السوسيو مهنية للصيد البحري، بناء وحدات طبية متنقلة على مستوى نقاط التفريغ وغيرها من المشاريع.

- يقوم مراقبون مغاربة بتتبع علمي للأسماك المصطادة على متن سفن الاتحاد الأوروبي ويجتمع الخبراء المغاربة والأوروبيين كل سنة لتحليل مخزون الأسماك وتنوير أصحاب القرار السياسي بهذا الشأن؛
- تجتمع لجنة مشتركة بين الاتحاد الأوروبي والمغرب كل سنة لتحليل أنشطة الصيد البحري التي تتم في إطار الاتفاق والبت فيها.

أي تعاون اقتصادي؟

- البروتوكول يُسهّل التعاون بين الفاعلين الاقتصاديين ويشجع التواصل داخل القطاع (تصنيع منتجات الصيد البحري، نقل الخبرة، التعاون الإداري، إلخ).

كيف يتم تتبع ومراقبة نشاط سفن الاتحاد الأوروبي؟

- تخضع السفن لفحص تقني سنوي وتعلن هذه السفن بشكل تلقائي عن دخولها وخروجها من منطقة الصيد كما تصرح بأنواع الأسماك المصطادة وكمياتها؛
- تقوم السلطات المغربية والأوروبية بعمليات مراقبة مشتركة على نحو منتظم؛



Vers un partenariat renouvelé

avec le voisinage méridional

Lancement d'un nouvel Agenda pour la Méditerranée

Vingt-cinq ans après la déclaration de Barcelone, un partenariat méditerranéen renforcé demeure un impératif stratégique pour l'Union européenne (UE). **Le nouvel Agenda pour la Méditerranée** propose de relancer le partenariat méditerranéen et de libérer le potentiel économique inexploité de la région.

Il reste de nombreux défis politiques, socio-économiques et de sécurité à relever dans le voisinage méridional, certains ayant même été exacerbés par la pandémie de COVID-19. Des conflits non résolus continuent de peser lourdement sur les économies et les sociétés de la région. L'UE et ses États membres s'emploient, conjointement avec les pays méditerranéens partenaires, à relever ces défis et à adapter leur coopération aux réalités d'aujourd'hui, à aider les gens de la région à jouir pleinement de leurs droits et à satisfaire leurs aspirations pour l'avenir.

Le nouvel Agenda nous aidera à saisir ensemble les chances qui se présentent, dans le respect des droits de l'homme et de la bonne gouvernance, en tirant le meilleur parti possible de la transition verte et numérique et en créant des sociétés et des économies ouvertes à tous, en particulier aux femmes et aux jeunes. Le respect des droits de l'homme et de l'état de droit fait partie intégrante de notre partenariat.

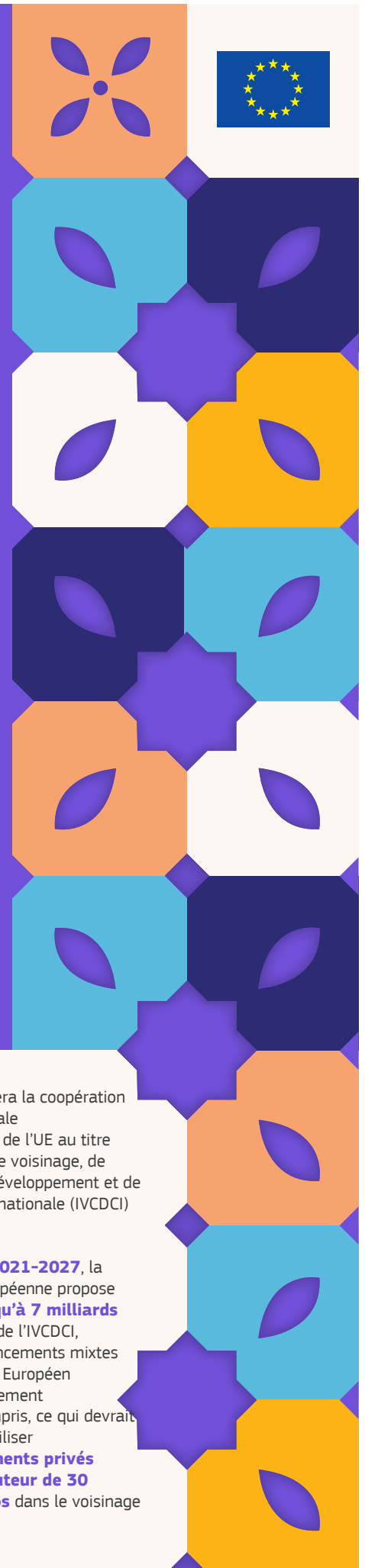
Thèmes principaux

- ✦ Développement humain, bonne gouvernance et état de droit
- ✦ Résilience, prospérité et transition numérique
- ✦ Paix et sécurité
- ✦ Migration et mobilité
- ✦ Transition écologique: résilience face au changement climatique, énergie et environnement

Financement

Cet Agenda guidera la coopération bilatérale, régionale et transrégionale de l'UE au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI) de l'UE.

Pour la période **2021-2027**, la Commission européenne propose de mobiliser **jusqu'à 7 milliards d'euros** au titre de l'IVCDCI, garanties et financements mixtes au titre du Fonds Européen pour le Développement Durable Plus compris, ce qui devrait contribuer à mobiliser **des investissements privés et publics à hauteur de 30 milliards d'euros** dans le voisinage méridional.



Un plan économique et d'investissement pour le voisinage méridional

Le plan économique et d'investissement pour le voisinage méridional comprendra des **initiatives phares dans des secteurs prioritaires**, dont le développement humain et la bonne gouvernance, le développement économique, l'énergie, l'environnement, le changement climatique, la migration et la mobilité, en vue de renforcer la résilience et la prospérité, de tirer parti de la transition numérique et d'augmenter les échanges commerciaux et l'investissement pour soutenir la compétitivité et la croissance inclusive.

Développement humain, bonne gouvernance et état de droit

- ✘ Améliorer les capacités de préparation et de réaction des systèmes de soins de santé
- ✘ Soutenir un engagement renouvelé en faveur des droits de l'homme, de l'état de droit, de la démocratie et de la bonne gouvernance, afin de consolider les systèmes de gouvernance, d'améliorer la transparence et le respect de l'obligation de rendre des comptes et de renforcer la confiance dans les institutions
- ✘ Donner des moyens d'action aux jeunes et à la société civile et encourager l'égalité entre les hommes et les femmes
- ✘ Encourager la recherche, l'innovation, la culture et l'éducation grâce à une meilleure participation aux programmes de l'UE

Résilience, prospérité et transition numérique

- ✘ Bâtir des économies inclusives, résilientes, durables et connectées en restaurant la confiance dans l'environnement des entreprises, en encourageant la diversification économique et en améliorant l'interconnectivité
- ✘ Soutenir le passage au numérique, tant pour le secteur public que pour le secteur privé
- ✘ Soutenir l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises
- ✘ Tirer parti des avantages conférés par l'émancipation économique des femmes

Paix et sécurité

- ✘ Réaffirmer le rôle de l'UE en tant qu'acteur de la paix, ainsi que de la résolution et de la prévention des conflits dans le cadre d'un système multilatéral redynamisé s'articulant autour des Nations unies
- ✘ Intensifier la coopération en matière de sécurité, de manière à mieux lutter contre le terrorisme, les cybermenaces et les menaces hybrides, ainsi que la criminalité organisée

Migration et mobilité

- ✘ Renforcer la coopération en matière de migration sur la base de partenariats globaux, équilibrés, sur mesure et mutuellement bénéfiques, conformément au nouveau pacte sur la migration et l'asile.
- ✘ Lutter contre les causes profondes de la migration irrégulière et des déplacements forcés, en résolvant les conflits, en apportant une réponse ciblée aux défis socio-économiques et en offrant des perspectives économiques, en particulier pour les jeunes
- ✘ Tirer parti des avantages que procurent les migrations légales et la mobilité, dans le respect des compétences de l'UE et de celles des États membres

Transition écologique: résilience face au changement climatique, énergie et environnement

- ✘ Aider les pays à respecter leurs engagements en matière de climat
- ✘ Conduire la transition énergétique et assurer la sécurité énergétique
- ✘ Encourager une utilisation efficace des ressources et la biodiversité
- ✘ Réussir la transition vers des systèmes alimentaires durables

© Union européenne, 2021

La réutilisation du présent document est autorisée, à condition de mentionner dûment la provenance et d'indiquer toute modification (licence Creative Commons Attribution 4.0 International). Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'UE, l'autorisation peut devoir être obtenue directement auprès des titulaires de droits respectifs. Images © Commission européenne, UpM.

Print ISBN 978-92-76-29694-2 doi:10.2775/62491 NA-02-21-107-FR-C
 PDF ISBN 978-92-76-29690-4 doi:10.2775/138261 NA-02-21-107-FR-N

خطة الاقتصاد والاستثمار لفائدة الجوار الجنوبي

ستشمل الخطة الاقتصادية والاستثمارية للجوار الجنوبي مبادرات رائدة في القطاعات ذات الأولوية تغطي التنمية البشرية والحوكمة الرشيدة والتنمية الاقتصادية والطاقة والبيئة وتغير المناخ والهجرة والتنقل وذلك بهدف تعزيز القدرة على الصمود وخلق الرخاء واغتنام التحول الرقمي وكذلك زيادة التجارة والاستثمار لدعم القدرة التنافسية والنمو الشامل.

التنمية البشرية والحوكمة الرشيدة وسيادة القانون

- ✧ تعزيز جاهزية نظم الرعاية الصحية وقدرتها على الاستجابة
- ✧ دعم الالتزام المتجدد تجاه حقوق الانسان وسيادة القانون والديمقراطية والحوكمة الرشيدة لتمتين نظم الحوكمة وتعزيز الشفافية والمساءلة وبناء الثقة في المؤسسات
- ✧ تمكين الشباب والمجتمع المدني وتعزيز المساواة بين الجنسين
- ✧ تشجيع البحث والابتكار والثقافة والتعليم من خلال تكثيف المشاركة في البرامج الأوروبية



الصمود والازدهار والتحول الرقمي

- ✧ بناء اقتصادات دامجة وقادرة على الصمود ومستدامة ومترابطة من خلال استعادة الثقة في مناخ الأعمال والتشجيع على تنويع الأنشطة الاقتصادية وتحسين الترابط البيئي
- ✧ دعم الانتقال الرقمي في القطاعين العام والخاص
- ✧ دعم نفاذ المؤسسات الصغرى والمتوسطة إلى التمويل
- ✧ الاستفادة من منافع التمكين الاقتصادي للمرأة



السلام والأمن

- ✧ إعادة تأكيد دور الاتحاد الأوروبي كعنصر فاعل من أجل السلام وحل النزاعات والوقاية منها كجزء من إعادة تنشيط النظام متعدد الأطراف وفي محوره منظمة الأمم المتحدة
- ✧ تعزيز التعاون الأمني لتحسين مكافحة الإرهاب والتهديدات السيبرانية والهجينة إضافة إلى الجريمة المنظمة



الهجرة والتنقل

- ✧ تعزيز التعاون في مجال الهجرة بناء على شراكات شاملة ومتوازنة ومصممة خصيصا لضمان المنفعة المتبادلة وذلك طبقا للميثاق الجديد للهجرة والتنقل
- ✧ معالجة الأسباب العميقة للهجرة غير النظامية وللتهجير القسري من خلال تسوية النزاعات والاستجابة الموجهة للمشاكل الاجتماعية والاقتصادية من خلال توفير فرص اقتصادية للشباب على وجه الخصوص
- ✧ توظيف منافع الهجرة النظامية والتنقل طبقا لاختصاصات الاتحاد الأوروبي والدول الأعضاء فيه



التحول الأخضر: مواجهة آثار تغير المناخ والطاقة والبيئة

- ✧ دعم البلدان في الوفاء بالتزاماتها المناخية
- ✧ توجيه انتقال الطاقة وضمان الأمن الطاقوي
- ✧ تشجيع كفاءة استخدام الموارد والتنوع البيولوجي
- ✧ تحقيق الانتقال إلى النظم الغذائية المستدامة



حقوق التأليف والنشر محفوظة لفائدة الاتحاد الأوروبي، © 2021

يمكن استخدام هذه الوثيقة شريطة ذكر المصدر وتحديد التعديلات التي تم إدخالها (الترخيص بموجب رخصة المشاع الإبداعي-الإصدار الدولي 4.0). بالنسبة إلى استعمال أو نسخ العناصر التي لا ترجع ملكيتها إلى الاتحاد الأوروبي يُطلب الترخيص مباشرة لدى أصحاب تلك الحقوق.

حقوق الصور محفوظة لفائدة المفوضية الأوروبية ©



#Together4Med

فبراير 2021

نحو شراكة متجددة مع الجوار الجنوبي

إطلاق خطة جديدة لمنطقة المتوسط

بعد مرور 25 سنة على اعلان برشلونة لا يزال تعزيز الشراكة الأوروبية ومتوسطية يشكل ضرورة استراتيجية بالنسبة إلى الاتحاد الأوروبي. لذلك تقترح **الخطة الجديدة للمتوسط** إعادة إطلاق الشراكة الأوروبية ومتوسطية وإطلاق العنان لإمكانات المنطقة غير المستغلة.

ما زالت العديد من التحديات السياسية والاجتماعية والاقتصادية والأمنية تتطلب المعالجة بينما زادت جائحة كوفيد-19 في تفاقم البعض منها، كما أن النزاعات العالقة تلقي بثقلها على اقتصادات ومجتمعات المنطقة. لذلك يعمل الاتحاد الأوروبي والدول الأعضاء فيه مع البلدان الشريكة في جنوب المتوسط على التصدي لتلك التحديات وعلى تكييف تعاونها مع واقع اليوم ومساعدة شعوب المنطقة على التمتع بحقوقها كاملة وتلبية تطلعاتها المستقبلية.

ستساعدنا الخطة الجديدة على اغتنام الفرص معا والاستفادة إلى أقصى حد من التحول الأخضر والرقمي وإنشاء مجتمعات واقتصادات دامجة خاصة إزاء النساء والشباب علما أن احترام حقوق الإنسان وسيادة القانون هو جزء لا يتجزأ من شراكتنا.

ستوجه الخطة الجديدة التعاون الأوروبي الثنائي والإقليمي وعبر الأقاليم في إطار الأداة الأوروبية للجوار والتنمية والتعاون الدولي.

بالنسبة إلى الفترة الممتدة بين 2021 و2027 تقترح المفوضية الأوروبية تعبئة ما يقارب 7 مليار يورو في إطار الأداة الأوروبية للجوار والتنمية والتعاون الدولي بما في ذلك ضمانات ومزج الصندوق الأوروبي للتنمية المستدامة+ تحت مظلة منصة الاستثمار للجوار مما من شأنه أن يساعد على تعبئة استثمارات خاصة وعمومية في منطقة الجوار الجنوبي تصل إلى 30 مليار يورو.

التمويل

التنمية البشرية والحوكمة
الرشيده وسيادة القانون

الصمود والازدهار
والتحول الرقمي

السلام والأمن

الهجرة والتنقل

التحول الأخضر: مواجهة آثار
تغير المناخ والطاقة والبيئة

المحاور الأساسية

Coopération UE-MAROC 2020

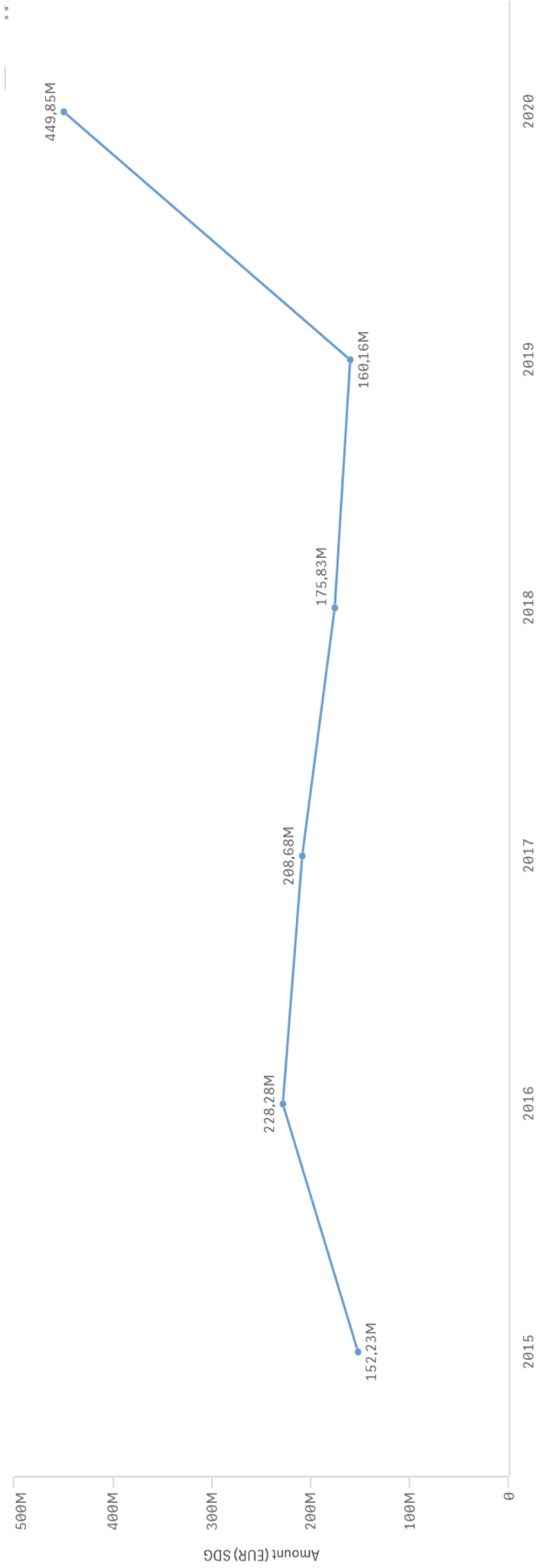
Engagements/Contractualisations/Paiements

NATURE PROJETS/ PROGRAMMES	MONTANTS ENGAGES (Uniquement DEC hors NIP) (en millions d'euros)	MONTANTS CONTRACTES (en millions d'euros)	MONTANTS PAYES (en millions d'euros)
PROJETS ET PROGRAMMES	223,00	414,08	449,03
SUBVENTIONS SOCIETE CIVILE	5,17	5,82	0,57
TOTAL	228,17	419,90	449,60

TRUST FUND		25,75	58,10
------------	--	-------	-------

TOTAL GENERAL		445,65	507,70
---------------	--	--------	--------

Graph évaluation paiements DUE

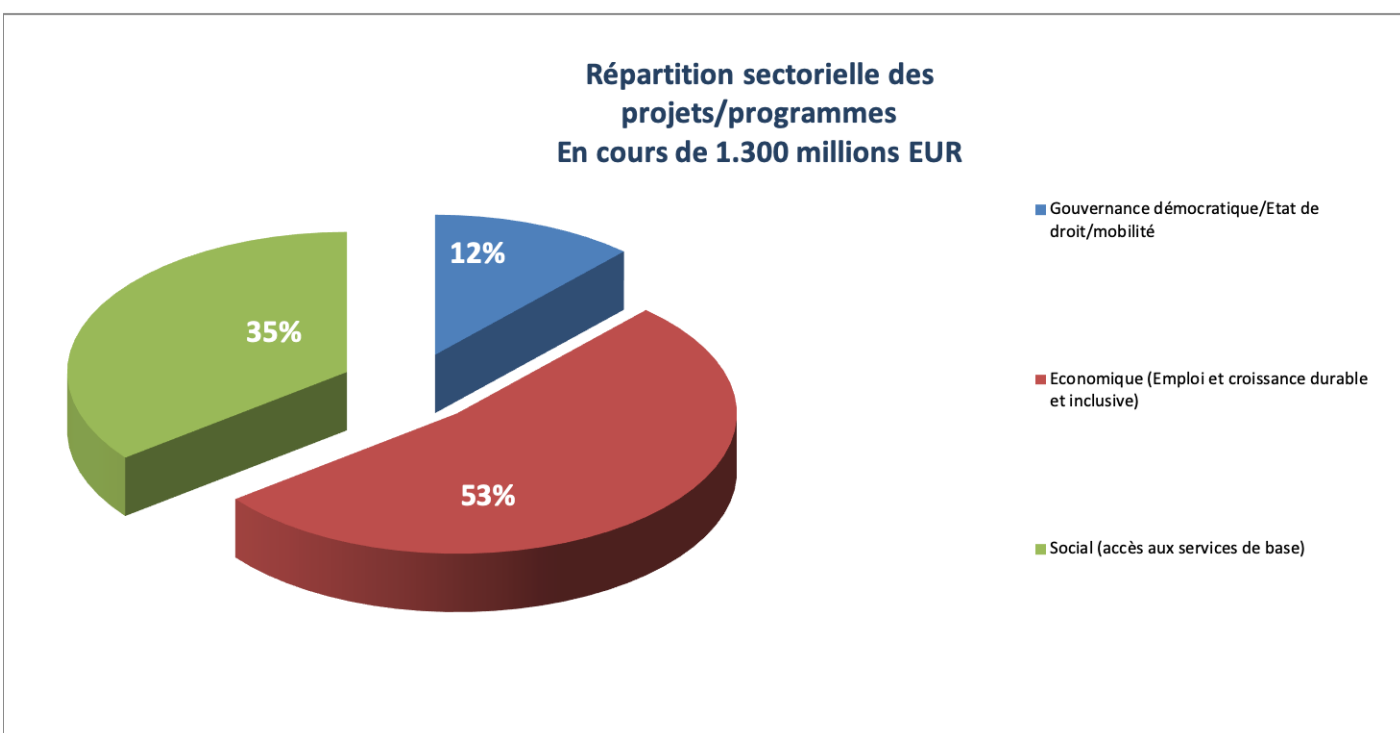


Portefeuille en cours

NATURE PROJETS/ PROGRAMME	MONTANT (Mio EUR)	NOMBRE
Programmes d'appui budgétaire	996,51	16
Projets	126,29	131
Subventions à la Société civile	21,84	39
Plateforme d'Investissement pour le Voisinage (Ex-Facilité d'Investissement Voisinage)	313,02	17
TOTAL	1457,66	203

NATURE PROJETS/ PROGRAMME	MONTANT (Mio EUR)	NOMBRE
Trust Fund	179,82	12

TOTAL GENERAL	1637,48	215
----------------------	----------------	------------



Signatures 2020

Programmes de coopération signés en 2020, y inclus aide COVID 19		
INSTRUMENTS	PROJET/PROGRAMME	MONTANT (M€)
Enveloppe bilatérale	Appui aux droits de l'homme au Maroc	5
	PIAFE - Programme intégré d'appui au secteur de la formation et de l'éducation au Maroc	140
	Programme d'appui au secteur de la santé III-PASS III	100
	Appui au Parlement	4
	Appui européen à la réponse à la crise COVID-19 au Maroc	111
	Programme Justice (Top up)	2
Enveloppe bilatérale (tranches spéciales COVID-19)	Tranche spéciale COVID-19 - PASS II	28
	Tranche spéciale COVID-19 - Appui au secteur de la Justice	20
	Tranche spéciale COVID-19 - Appui aux entreprises (PACC)	11
	Tranche spéciale COVID-19 - Appui à la Jeunesse	21
	Tranche spéciale COVID-19 - Appui à la Protection Sociale	37
Plateforme d'Investissement pour le Voisinage (Ex-Facilité d'Investissement Voisinage) (*)	Morocco Green Economy Financing Facility ("GEFF Morocco")	21,11
	Saïss & Garet Water Conservation project	29,13
	Programme de soutien à l'insertion économique des jeunes dans trois régions pilotes du Maroc	15,3

*Instrument régional soutenant (dons) les prêts des Institutions financières européennes



Union européenne

Contacts

Nadia Dupuis : nadia.dupuis@eeas.europa.eu / 05 37 57 98 31

Délégation de l'Union européenne au Maroc
Riad Business Center aile sud, Bd Er Riad – BP 1302 – Rabat (MAROC)
Tél. +212.5.37.57.98.00